REVOLUTION SOCIALISTE

On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine

Non au pacte social avec le capital ! Contre tout licenciement, expropriation de PSA et de tous les groupes capitalistes qui licencient !

Parisot (présidente du Medef) et Ayrault (premier ministre PS) à l'université d'été du Medef, 29 août / photo Charles Platiau

Afrique du Sud Chine Algérie 1827-1935

n° 39 novembre 2012 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Malgré de piteux efforts pour donner le change, Hollande et le gouvernement sont entièrement au service du capital

Le PS, porté une nouvelle fois à la tête de la 5e République gaulliste

Au premier tour des élections législatives, les partis d'origine ouvrière ont totalisé 37 % des suffrages exprimés, dont 29,3 % pour les candidats du Parti socialiste, moins de 6,9 % pour ceux du Parti communiste français et du Parti de gauche, environ 0,9 % pour ceux de Lutte ouvrière et du Nouveau parti anticapitaliste.

À l'issue du second tour, François Hollande a constitué un gouvernement de coalition du PS avec les partis bourgeois PRG et EELV. Jean-Marc Ayrault a été nommé Premier ministre. L'objectif de ce gouvernement n'est pas plus de réduire la pauvreté ou d'empêcher les licenciements que de combattre le capitalisme ; il est d'être *« plus compétitif... pour conquérir de nouveaux marchés »* (Hollande, *Le Monde*, 28 août 2012). Les rares naïfs ou les opportunistes qui affirmaient que le gouvernement Hollande porterait un changement radical en sont pour leurs frais.

Qu'il s'agisse de l'accompagnement du patronat dans ses licenciements ou de ses budgets anti-ouvriers, le gouvernement Hollande-Ayrault est sans ambiguïté au service de la bourgeoisie, dans un contexte de crise capitaliste mondiale, de déclin du capitalisme français, de dette publique colossale...

> *La France traverse depuis quatre ans une crise sévère, qui a frappé l'ensemble de l'économie mondiale, et qui s'est ravivée depuis un an avec l'intensification de la crise européenne. Mais la crise n'explique pas tout ; elle a joué comme un révélateur des fragilités structurelles de l'économie française et de ses déséquilibres persistants. Le chômage frappe désormais plus de 10 % de la population active, des niveaux jamais atteints depuis 1999. La dette publique avoisine désormais les 90 % du PIB, les parts de marchés à l'exportation s'érodent continument depuis dix ans...* (Ministère du budget, *Projet de loi des finances : rapport économique, social et financier*, 2 octobre 2012, t. 1, p. 6)

Alors que la production manufacturière est en baisse et que les investissements stagnent, les prévisions de croissance économique pour 2012 ne cessent de se réduire, puisque d'une hypothèse initiale de 1,2 %, la prévision a été ramenée à la stagnation (0,3 %).

Le PS ratifie les traités européens négociés par Sarkozy...

La France n'est pas la plus mal lotie car plusieurs pays de la zone euro sont en récession (Italie, Espagne, Royaume-Uni, Allemagne...). L'Union européenne est désormais l'épicentre de la crise capitaliste mondiale qui avait débuté aux États-Unis en 2007. Ce n'est pas tant le montant de la dette publique (proportionnellement moins importante qu'aux États-Unis et au Japon) qui a inquiété les capitalistes de la finance, que la division de l'Union européenne et de la zone euro. Certes, l'UE a adopté une monnaie commune (du moins 17 des 27 États qui la composent), mais elle ne constitue pas un État fédéral.

Les bourgeoisies européennes sont incapables de dissoudre les frontières archaïques et d'unifier le continent, comme la crise l'a révélé au grand jour. L'Union européenne reste une coalition hétéroclite entre les deux principaux pays impérialistes (l'Allemagne et la France), une puissance écartelée entre choix de l'UE et subordination aux États-Unis (la Grande-Bretagne), des impérialismes européens de taille réduite (Italie, Espagne, Pays-Bas...) et des pays dominés (Grèce, pays d'Europe centrale et orientale...).

La bourgeoisie allemande est favorable à une UE restreinte autour de ses subalternes (les gouvernements finlandais, autrichien, hollandais, polonais...), alors que la bourgeoisie française, épaulée des gouvernements espagnol, italien, portugais, préfère une UE plus large qui lui laisse une place face à l'Allemagne.

Dans chaque pays, la partie la plus faible de la bourgeoisie reste hostile à l'Union européenne, ce qui se reflète politiquement en France au sein des partis

Révolution Socialiste n° 39

Éditorial p. 2
PSA p. 10
Enseignement p. 10
Santé p. 12
Afrique du Sud p. 13
Venezuela p. 21
Chine p. 22
Algérie p. 28
Écologie p. 33
Pacte social p. 36

www.revolution-socialiste.info

bourgeois (une minorité de l'UMP, DLR, le FN) et aussi au sein du mouvement ouvrier (le PCF et le PdG).

Les différentes fractions des bourgeoisies d'Europe ne s'accordent que sur un point : faire payer la crise du capitalisme mondial aux travailleurs, et en particulier aux travailleurs grecs, irlandais, espagnols, portugais.

Pour tenter de sauver l'euro, voire l'Union européenne, tout en minimisant les sacrifices des États allemand et français, Merkel et Sarkozy ont négocié un compromis laborieux, en dépit de l'opposition de Cameron. À leur instigation, le Conseil européen a adopté deux nouveaux traités, le MES en mars 2011 et le TSCG en mars 2012.

Le parlement allemand a ratifié les deux en juin (grâce aux votes de la CDU, du FDP, des Grünen et du SPD). Le Parlement français a ratifié le premier traité en février (sans le PS), le second le 11 octobre (avec les votes du PS et de l'UMP).

...tandis que le PCF et le PdG brandissent comme le FN le drapeau de la souveraineté nationale

Le « Mécanisme européen de stabilité » (MES) est appliqué depuis septembre. Il instaure pour la zone euro un dispositif similaire au FMI, doté de 500 milliards d'euros. Il servira à aider les États de la zone euro en difficulté. La France et l'Allemagne y disposent chacune d'un droit de veto.

Le « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance » (TSCG) entrera en vigueur au plus tôt en 2013. Ce pacte budgétaire réaffirme la limite à l'endettement public décidée en 1992 (60 % du PIB), tolère pour les États de la zone euro un certain déficit public en temps de récession, tout en le limitant drastiquement en temps de croissance : leur « déficit structurel » ne devrait pas dépasser 0,5 % du PIB (ou 1 % dans certains cas).

Rien ne permet de prétendre que le TSCG sera davantage respecté que le PSC. D'autant qu'il n'y a pas deux économistes qui s'entendent sur la définition d'un « déficit structurel ». D'ailleurs, un « économiste et syndicaliste » explique dans l'organe du PCF que l'objectif de 0,5 % de « déficit structurel » est compatible avec un peu plus de 3 % de « déficit courant » en 2013 :

> *On ne peut pas bien sûr rejeter l'idée d'une maîtrise des déficits... La France peut dépasser les 3 % de déficit courant en 2013, tout en respectant cette norme de déficit structurel...* (Jean-Christophe Le Duigou, « Il y a déficits et déficits », *L'Humanité dimanche,* 13 septembre 2012)

En centrant la rentrée politique sur le TSCG, le PCF tente de minimiser la vague de licenciements.

> *Parmi les batailles que nous avons à mener et elles sont nombreuses, notamment sur l'emploi, il y a le traité européen et elle est prioritaire.* (André Chassaigne, « Pour redresser la France », *L'Humanité dimanche,* 13 septembre 2012)

Alors que le TSCG a été coécrit par le président français, le FN prétend qu'il s'agit d'une intrusion de l'étranger en France.

> *Ce Traité est pourtant très lourd de conséquences : il transfère la souveraineté budgétaire de la France aux technocrates bruxellois, il instaure l'Europe allemande avec punitions et amendes automatiques, et il emprisonne la France et l'Europe dans l'austérité à vie. Pire, il nous obligera à payer les dettes des autres pays victimes de l'euro, comme nous l'avons déjà fait pour la Grèce, sans aucun résultat. Bref, c'est le diktat de la caste et des banques.* (FN, *Exigeons un référendum sur le nouveau traité européen*, septembre 2012)

Le PCF et le PdG défendent des positions similaires. Suivis par le NPA, le POI et une galaxie de nostalgiques de Staline et de Mao, ils ont réclamé aussi un référendum au nom de la nation.

> *Ce traité mettra le budget de la France sous l'autorité de la Troïka : Banque centrale européenne, Fonds monétaire international, Commission européenne...* (PdG, *Tract*, 30 septembre 2012)

> *Ratifier ce traité revient à se ligoter les mains pour très longtemps. À se condamner à l'austérité à perpétuité. Le niveau des impôts, leur nature, l'avenir des services publics celui des collectivités territoriales, de la Sécurité sociale dépendraient d'institutions extérieures...* (« Éditorial », *L'Humanité dimanche,* 27 septembre 2012)

Le PCF n'était pourtant pas sous la contrainte du TSCG quand il a bloqué les salaires avec le PS en 1982. Aujourd'hui, les staliniens défroqués exigent du déficit pour sauver le capitalisme national, parfois en invoquant les mânes de l'économiste capitaliste Keynes. Mais le déficit public, bien antérieur au charlatan Keynes, et la dette publique qu'il génère n'ont rien de progressiste.

> *La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État... marque de son empreinte l'ère capitaliste... Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit.* (Karl Marx, *Le Capital*, I, ch. 31)

En particulier, le déficit accompagne les guerres impérialistes et les crises capitalistes. L'État français n'a pas cessé d'être en déficit depuis 1975, en contre coup de la précédente crise capitaliste mondiale. Le président était alors Giscard et le budget fut voté par une majorité UDR-UDF (les ancêtres du MoDem, de l'UDI et de l'UMP). Sarkozy a considérablement aggravé la dette durant son mandat.

L'expérience de l'UE a prouvé que les États qui ont imposé des règles budgétaires (traité de Maastricht de 1992, pacte de stabilité et de croissance de 1999) les ont bafouées. Au printemps 1998, la plupart des 15 États membres ne respectaient pas la limite de 60 % de dette publique : Allemagne 61,2 %, Autriche 64,7 %, Espagne 67,4 %, Pays-Bas 70,0 %, Grèce 107,7 %, Italie 118,1 %Belgique 118,1 % (Institut monétaire européen, *Rapport,* 14 mars 1998, p. 37). En outre, la France et la Belgique franchissaient la barre de 3 % de déficit. Cela n'empêcha pas le Conseil européen de mai 1998 de lancer l'euro avec tous ceux qui voulurent l'adopter.

> *En novembre 2003, la France et l'Allemagne se trouvent durablement au-dessus de la barre des 3 % du PIB autorisés. La Commission européenne souhaite alors soumettre les deux États à la procédure des déficits excessifs... faute de quoi des sanctions financières leur seraient infligées. Mais ses recommandations, équivalant à une mise sous tutelle, ne peuvent recueillir la majorité nécessaire au Conseil des ministres du 25 novembre 2003...* (Parlement européen, *Quel avenir pour le Pacte de stabilité et de croissance ?* 2012)

Lors de la grande récession de 2008-2009, les règles du PSC sont piétinées par tous les États de l'UE. Face à la crise capitaliste mondiale, chaque État bourgeois a oublié le « libéralisme » pour se vouer au « keynésianisme » en distribuant généreusement les fonds publics à ses banques, à ses groupes capitalistes de l'automobile, à ses groupes de l'armement... et en atténuant par peur sociale l'impact de la crise sur les travailleurs (par exemple en prenant en charge le chômage partiel... ou le chômage pur et simple).

> *Le Pacte de stabilité n'est plus respecté, en 2010, par la plupart des États membres. Ils connaissent en effet un déficit des finances publiques nettement supérieur à 3 % : 8,2 % pour la France, 6 % pour l'Allemagne et 6,9 % pour la moyenne de la zone euro.* (Parlement européen, *Quel avenir pour le Pacte de stabilité et de croissance ?,* 2012)

Bien que le TSCG soit pour eux prioritaire, le PCF, le PdG et le NPA s'emploient aussi, avec les chefs de la CGT, de Solidaires, de la FSU, à d'autres diversions dans les entreprises, en particulier pour empêcher la grève générale contre les licenciements dans le groupe PSA, pour éviter toute perspective d'expropriation des capitalistes de l'automobile, de la distribution, de la sidérurgie... De fait, ils convergent avec le PS et les dirigeants de la CFDT, de FO, de l'UNSA qui veulent avant tout sauver l'industrie capitaliste française et le capitalisme français.

Les dix députés Front de gauche (dont six sont membres du PCF, un du PdG et trois du groupuscule bourgeois FASE) ont refusé de s'associer à la majorité présidentielle. Il n'est pourtant pas question pour le PCF et le PdG d'affronter le gouvernement. Au contraire :

Parisot (Medef) et Thibault (CGT) à la conférence sociale, 7 juillet / ph. Jérôme Chatin

> *Notre devoir d'alerte est une ardente obligation. Nous devons tenir notre rôle d'éclaireur pour la majorité et être digne de la confiance qui nous a été donnée par les Français.* (Jean-Luc Mélenchon, *Libération*, 18 septembre 2012)

> *Nous voulions garder notre liberté de parole au service de la gauche, au service de la France.... Nous proposons des alternatives.* (Pierre Laurent, *France inter*, 30 septembre 2012)

Le patronat licencie à tour de bras, avec la bénédiction du ministre du Redressement productif et du gouvernement

Même si plusieurs usines ont fermé pendant les quatre premiers mois de 2012, de nombreux patrons avaient accepté de repousser leurs annonces de suppressions de postes après l'élection présidentielle, pour ne pas pénaliser Sarkozy, leur candidat. À l'époque, son rival plastronnait :

> *Je ne laisserai pas faire ce cortège de plans sociaux qui auraient été différés et il y aura des responsabilités à prendre au sommet des entreprises.* (Hollande, *France 2*, 25 avril 2012)

Ces plans ont été dévoilés après les élections : le chiffre de 45 000 emplois directs a d'abord été avancé par la direction de la CGT – *« c'est un chiffre réaliste »* (Michel Sapin, ministre du Travail, *RTL*, 30 mai) –, puis il est monté à 60 000 dans 84 entreprises, ce qui pourrait impliquer, en incluant les emplois indirects, une perte de 307 000 emplois dans les deux prochaines années (*Le Figaro*, 17 mai 2012). Le gouvernement annonce qu'il ne les empêchera pas, quelle que soit la situation de l'entreprise :

> *Nous ne souhaitons pas soutenir artificiellement des entreprises condamnées par avance. Nous soutiendrons les projets viables, pérennes, pour que la France retrouve sa puissance industrielle.* (Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, *Libération*, 25 mai 2012)

> *Quand une entreprise fait cinq milliards de profits, comme c'est le cas de Sanofi... elle a le droit de se réorganiser.* (Montebourg, *Le Monde*, 16 septembre 2012)

Tous les secteurs sont touchés. Des suppressions de postes sont prévues dans le bâtiment (35 000), les télécommunications (30 000 à 60 000 pour les opérateurs, 1 430 à Alcatel), les travaux publics (6 000), les transports (5 000 à Air France, 1 500 à la SNCF, 800 à la SNCM), la métallurgie et la sidérurgie (630 à Arcelor-Mittal, 550 à Pétroplus...), les banques (2 100 à la Banque de France, 850 au Crédit agricole, 300 à Dexia...), la distribution (3 000 à Carrefour...), la pharmacie (900 à Sanofi), l'audiovisuel (500 à France Télévisions), l'immobilier (5 000), l'agroalimentaire (250 à Doux)...

Le secteur automobile, emblématique du capitalisme français du siècle précédent, prévoit 13 000 suppressions de postes, dont 10 000 dans la seule entreprise

PSA (soit 10 % de ses effectifs). En 2009, Sarkozy avait prêté 6,5 milliards d'euros sur cinq ans à PSA et Renault.

> *Renault et PSA ont pris un engagement... de ne fermer aucun de leurs sites pendant la durée de ces prêts et de tout faire pour éviter les licenciements.* (Nicolas Sarkozy, *Les Échos*, 9 février 2009)

> *Le groupe ne fermera pas d'usine en France... Et dans les circonstances actuelles, le groupe ne mettra pas en œuvre de plans de licenciements.* (Direction de PSA, *Les Échos*, 9 février 2009)

La famille Peugeot, installée en Suisse, fait partie des 50 plus grandes fortunes de France, le PDG de PSA Philippe Varin a reçu la légion d'honneur le 14 juillet 2011, il a perçu 3,253 millions d'euros en 2010, les principaux dirigeants ont touché quant à eux entre 1 et 1,5 million. De de 1999 à 2011, 2,8 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires, dont 250 millions pour 2011.

Le 12 juillet, la direction annonce 10 000 suppressions de postes, dont la fermeture du site d'Aulnay, une première dans l'automobile en France depuis Boulogne-Billancourt en 1992. Le gouvernement se contorsionne pour aider PSA à passer son plan, en affirmant d'abord qu'il *« ne l'accepte pas en l'état »* (Montebourg, *Le Monde*, 12 juillet 2012), que le projet est *« inacceptable en l'état... il faut une concertation... pour que le nombre de suppressions d'emploi soit réduit »* (Hollande, le 14 juillet 2012), puis il finit par assurer que *« l'entreprise étant "privée", c'est elle qui choisit son propre management »* (Pierre Moscovici, ministre de l'Économie, *Le Monde*, 15 juillet 2012). Loin d'empêcher le projet, il annonce le 25 juillet un plan de 500 millions d'euros d'aide aux constructeurs automobiles :

> *Le président du directoire de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, a salué mercredi 25 juillet les aides aux véhicules propres prévues par le gouvernement dans le cadre de son plan de soutien à la filière automobile.* (*Le Monde*, 25 juillet 2012)

Le rédacteur du rapport commandé par le gouvernement pour légitimer les suppressions de postes donne une caution au plan de PSA, que s'empresse de valider le ministre du Redressement productif :

> *Le ministre du Redressement productif a déclaré ce mardi que le groupe automobile PSA Peugeot Citroën était « réellement en difficulté » et avait besoin d'une « restructuration ».* (*L'Humanité*, 11 septembre 2012)

Le Medef procède ainsi à un chantage aux licenciements en affirmant son souhait de généraliser les *« accords compétitivité-emploi »* –qui permettent de moduler à volonté les horaires et les salaires–, d'instaurer un contrat de travail unique –qui revient à une disparition du CDI–, de transférer les cotisations sociales patronales vers la CSG –qui correspondrait à une offensive violente contre la Sécurité sociale–, de durcir les conditions d'indemnisation des chômeurs...

Or, depuis le 4 octobre, les représentants de la CGT, de la CFDT, de FO, de la CFTC et de la CFE-CGC discutent de ces plans au siège du MEDEF.

Les directions syndicales, épaulées par le PCF, le PdG, LO et le NPA pèsent de tout leur poids contre la centralisation du combat de la classe...

Chez PSA, Arcelor-Mittal, Doux, Pétroplus, Sanofi, Carrefour... les travailleurs essaient de résister mais leurs tentatives restent isolées ou sont dévoyées dans les « journées d'action », les manifestations symboliques (déguisements, lâchers de ballon, jets de confettis, pneus brûlés...) par toutes les directions syndicales, dès lors qu'elles refusent de mener le combat pour l'abandon des plans patronaux, pour la grève générale contre tout licenciement, pour l'expropriation des capitalistes qui licencient. Elles encouragent la classe ouvrière à la fatalité :

> *Une grève illimitée serait une erreur tactique : ça nous épuiserait rapidement financièrement et ça aurait un pouvoir de nuisance limité.* (Jean-Pierre Mercier, responsable CGT et responsable de LO à l'usine PSA d'Aulnay, *Le Point*, 14 juillet 2012)

> *Il ne faut pas être utopiste, on n'aura pas les 1 400 suppressions d'emplois annulées.* (Nadine Cormier, responsable FO à l'usine PSA de La Janais, *Le Télégramme*, 11 septembre 2012),

Toutes les bureaucraties syndicales appuient le gouvernement : « *François Hollande va utiliser tous les leviers pour que le site de Rennes reste pérenne... un président à l'écoute qui nous a donné un droit de parole* » (Nadine Cormier, idem) et sont prêts à aménager les plans patronaux : *« Il faut revoir la philosophie générale du plan de PSA »* (Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, *L'Humanité*, 17 juillet 2012).

La direction de la CGT a appelé à une « journée d'action » le 9 octobre, à l'initiative de la Fédération européenne de l'industrie, plusieurs mois après l'annonce des plans, non pas pour empêcher les suppressions de postes, encore moins pour affronter le gouvernement, mais pour *« la défense de l'industrie et de l'emploi »* : *« Il faut que le gouvernement prenne la mesure de l'urgence de la situation et des attentes »* (Thibault, *L'Humanité*, 29 août). Pour la direction de la CGT, il s'agit d'*« une mobilisation pour obtenir des négociations »* (Thibault, *Le Monde*, 9 octobre), pour *« peser sur les négociations et permettre la relance de l'industrie et de l'emploi »* (CGT, 4 octobre).

Pour le NPA, « *le mardi 9 a été une première étape qui pourrait déboucher sur une marche pour l'emploi du privé et du public* » (*Tout est à nous*, 11 octobre).

Les directions syndicales répondent ainsi aux propositions du gouvernement :

> *Les organisations d'employeurs et de salariés doivent prendre leurs responsabilités, le gouver-*

nement prendra aussi les siennes. (Jean-Marc Ayrault, *Discours de politique générale*, 2 juillet 2012)

...ET POUR LA COLLABORATION DE CLASSE

Cette collaboration entre le gouvernement et les directions syndicales a été renforcée par la « conférence sociale » organisée par le gouvernement les 9 et 10 juillet. Elles se sont précipitées, plus de 200 représentants des syndicats et du patronat étaient présents :

On ne mènera pas la politique de la chaise vide. (Stéphane Lardy, secrétaire confédéral FO, *Le Monde*, 8 juillet 2012)

Le secrétaire général de la CGT... s'est félicité de la « posture plus volontariste du gouvernement en matière de dialogue social ». *Il l'a invité à prendre en compte les attentes des salariés* « pour de réels changements de politique économique et sociale... pour changer en positif le quotidien des salariés. » (*Le Monde*, 6 juillet 2012)

Il s'agit d'associer étroitement les directions syndicales aux plans du gouvernement en s'assurant de la participation à une série de négociations sur la « refondation de l'école », les licenciements, les accords compétitivité -emploi, l'assurance-chômage, le chômage partiel, la rupture conventionnelle, le Smic (indexation sur la croissance), les retraites, la CSG...

Il y a beaucoup d'éléments positifs. (Jean-Claude Mailly, FO, *Le Figaro*, 10 juillet 2012)

J'ai demandé à tous mes secrétaires nationaux d'annuler leurs vacances pour s'y préparer. (François Chérèque, CFDT, *Le Monde*, 11 juillet 2012)

On est sur un cap nouveau... nous nous impliquerons sans réserve dans toutes les négociations. (Bernard Thibault, CGT, *Le Monde*, 12 juillet 2012)

UN GOUVERNEMENT DOUX AVEC LES CAPITALISTES...

Les 500 Français les plus riches ont cumulé 267 milliards d'euros de gains en 2011 (somme équivalente aux recettes nettes de l'État), les dividendes de 2011 pour les entreprises du CAC 40, versés en 2012, ont augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente.

Certes, le candidat et le nouveau gouvernement ont affiché qu'ils entendaient revenir sur certains des cadeaux de Sarkozy et Fillon aux capitalistes : suppression de l'exonération de cotisations sociales sur les heures supplémentaires (cela correspond à 3 des 20 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales), léger relèvement du barème de l'ISF (de 0,5 à 1,5 %, alors qu'il était de 1,8 % avant Sarkozy), prélèvement d'une taxe de 4 % sur les produits pétroliers (ce qui ne doit pas faire illusion quand on sait que Total ne paie pas l'impôt sur les sociétés), prélèvement d'une taxe de 3 % sur les dividendes versés aux actionnaires, augmentation de la taxe sur les transactions financières de 0,1 à 0,2 % (elle ne s'applique que sur les 109 entreprises établies en France de plus d'un milliard d'euros de capitalisation boursière et est soumise à de fortes restrictions), établissement d'un taux marginal d'impôt sur le revenu à 45 % au-delà de 150 000 euros par an, établissement temporaire – deux ans – d'un taux marginal à 75 % pour les revenus annuels de plus d'un million d'euros (il inclut la CSG et la CRDS, il exclut les revenus du capital – soit 80 % - et ne devrait toucher qu'un millier de personnes), intégration des plus-values dans l'impôt sur les revenu (elles sont à présent soumises à un prélèvement forfaitaire).

Mais, d'une part, le gouvernement ment en prétendant que *« neuf foyers sur dix seront épargnés »* (Ayrault, *France 2*, 27 septembre) car des millions de travailleurs vont être pénalisés par la hausse des droits d'accise sur la bière et le tabac (budget de la sécu), le blocage des salaires des fonctionnaires, le « gel du barème » (le refus par le budget de l'État, depuis deux ans, d'ajuster sur l'inflation les tranches du revenu imposable), la refiscalisation des heures supplémentaires. Ainsi, selon *Le Monde* (2 octobre), nombre de salariés paieraient entre 3 % et 7 % d'IRPP en plus en 2013.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer les redevances annuelles, le système moderne de l'impôt est le corollaire obligé des emprunts nationaux. Les emprunts, qui mettent les gouvernements à même de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent sur le champ, entraînent à leur suite un surcroît d'impôts. (Karl Marx, *Le Capital*, I, ch. 31)

D'autre part, le gouvernement, qui est loin d'avoir supprimé toutes les « niches fiscales », ne cesse de reculer devant les exigences des professions libérales et des capitalistes, dont certains vautours de la spéculation sur les actions ou les œuvres d'art qui tentent de passer pour des pigeons.

Quand une revendication légitime ou une préoccupation légitime s'exprime, il faut l'entendre, c'est ce que nous avons fait. (Pierre Moscovici, *France 2*, 4 octobre 2012).

Aux yeux du gouvernement, les préoccupations des dizaines de milliers de travailleurs qui risquent de perdre leur emploi et celle des milliers de Roms qui se sont fait ou risquent de se faire expulser ne sont pas légitimes.

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Moscovici a tout fait pour encourager les récriminations du patronat. Fin août, le chef du gouvernement et une dizaine de ministres se rendent à « l'Université d'été » du Medef. C'est une première pour un Premier ministre en exercice, ce qui montre la docilité assumée par le gouvernement PS-PRG-EELV à l'égard du patronat :

C'est dans un esprit d'ouverture et de confiance que je viens devant vous, attentif aux difficultés que vous rencontrez et à vos propositions. (Ayrault, *Libération*, 29 août 2012)

> *La compétitivité n'est pas un gros mot... d'abord fournir un cadre financier stable et favorable à l'investissement et à l'innovation.* (Moscovici, *La Tribune*, 30 août 2012)

> *Arnaud Montebourg est* « venu délivrer un message patriotique »... *afin de* « mobiliser la société autour du redressement de l'industrie ». (*Le Figaro*, 31 août 2012)

Le gouvernement affiche qu'il est au service du capital :

> *Je suis le Ministre de l'économie et des finances, et donc je suis le ministre des entreprises... la main est tendue et je crois qu'elle sera saisie... s'il y a des mesures qui sont de nature à dissuader l'investissement, il faudra y revenir... il faut des réformes de structure pour l'économie française.* (Moscovici, *France Inter*, 4 octobre 2012)

...ET DUR AVEC LES PROLÉTAIRES

Le 1er juillet, le gouvernement a augmenté le salaire minimum de 2 %, ce qui le porte à 1 118 euros par mois (net) pour un temps plein.

> *Une chose est sûre, ce coup de pouce d'environ 2 % sera en grande partie un à-valoir sur la future hausse légale devant intervenir au plus tard au 1er janvier 2013. L'inflation constatée depuis novembre dernier (qui a servi au calcul de la dernière hausse légale) atteint 1,4 %. Le vrai coup de pouce sera donc de 0,6 point.* (*Les Échos*, 22 juin 2012)

Pas de quoi affoler le patronat :

> *C'est une hausse raisonnable... Nous avons le sentiment que le gouvernement a tenu compte de nos inquiétudes sur la situation des entreprises.* (Medef, *Le Monde*, 26 juin 2012)

Les dépenses publiques, et donc le nombre de fonctionnaires, vont connaître en revanche une baisse radicale. Le gouvernement Ayrault a décidé un gel des dépenses « en valeur » (autrement dit, aucune augmentation), alors que le gouvernement Fillon procédait à un gel « en volume » (soit une augmentation à un rythme équivalent à l'inflation) :

> *Les dépenses de l'État seront strictement égales au niveau fixé en 2012, malgré l'augmentation des prix (1,75 %).* (*Projet de loi de finances*)

Pour 2013, cela inclut des baisses de 2,8 milliards des dépenses de fonctionnement (dépenses courantes), de 2 milliards des dépenses d'intervention (bourses, aides aux logements, subventions...), de 1,2 milliard des dépenses d'investissement (culture, transport, construction...)... En tout état de cause, les coupes sont plus fortes que sous Sarkozy.

Il est prévu que les effectifs de fonctionnaires diminuent de 2,5 % par an, à l'exception des emplois jugés « prioritaires » (11 000 postes). Sont jugés prioritaires l'enseignement (sans que tous les postes supprimés par Sarkozy soient rétablis), mais aussi l'appareil répressif de l'État bourgeois : la police, la gendarmerie et la justice. Pour les autres, cela correspond au non-remplacement de deux fonctionnaires sur trois – 12 300 suppressions de postes pour 2013 –, en plus de la poursuite du blocage des promotions et du gel du point d'indice. 2,7 milliards sont également ponctionnés sur l'assurance-maladie.

Ainsi le budget 2013, *« l'effort de redressement le plus important depuis trente ans »* (Hollande, 7 septembre 2012), comprend 10 milliards d'euros de coupes budgétaires et 15,8 milliards d'impôts supplémentaires. Il est question de réduire le déficit à 3 % du PIB d'ici 2014 et de satisfaire les capitalistes de la finance :

> *Nous présentons un budget sincère, sérieux et juste. Nous ferons les efforts nécessaires, car la qualité de notre signature est essentielle. Nous empruntons aujourd'hui à des taux très bas parce qu'on nous prête une certaine crédibilité budgétaire... Je connais aussi le fonctionnement des marchés : un desserrement des engagements pris auprès de l'Union européenne serait perçu comme un manquement à la discipline commune, coûteux en termes de taux d'intérêt.* (Moscovici, *Les Échos*, 29 août 2012)

Le gouvernement cherche également à renforcer la précarité de l'emploi et à fournir de la main-d'œuvre à bon marché, à l'image des emplois-jeunes du gouvernement Jospin (1997-2002), avec deux dispositifs : les « emplois d'avenir » et les « contrats de génération ». 100 000 « emplois d'avenir » seront créés en 2013 pour des travailleurs peu ou pas qualifiés de 16 à 25 ans, pour une durée de un à trois ans, au moins au SMIC, ils seront financés à hauteur de 75 % du SMIC par l'État. Les contrats de génération, dont le contour reste à définir, permettront à une entreprise embauchant un travailleur de moins de 25 ans, placé sous la tutelle d'un travailleur de plus de 55 ans, de bénéficier jusqu'à cinq ans d'exonération de cotisations sociales sur les deux salaires. Une aubaine pour le patronat !

COMME SOUS SARKOZY, LA CHASSE AUX ÉTRANGERS POUR DIVISER LA CLASSE OUVRIÈRE

Le 15 septembre, le gouvernement, qui admet que le fascisant FN parade dans la rue le 1er mai, qui tolère que des chrétiens intégristes manifestent pour censurer les expositions ou les pièces de théâtre qui leur déplaisent, a interdit tout rassemblement des musulmans intégristes contre le film *L'Innocence des musulmans*.

Il est applaudi à propos de la loi « anti-terroriste » de chasse aux musulmans qui pourrait bien un jour servir contre les militants communistes internationalistes qui séjournent à l'étranger :

> *Je constate qu'il reprend intégralement le projet de loi... qui avait été préparé par Claude Guéant.* (Éric Ciotti, *L'Express*, 17 septembre 2012)

Les monarques des pays pétroliers qui oppriment les femmes et bafouent les libertés démocratiques res-

tent bienvenus, comme sous Sarkozy. Le gouvernement Hollande poursuit la politique du bouc émissaire contre les travailleurs étrangers. Après avoir enterré la possibilité d'une mesure contre les contrôles aux faciès (la délivrance de récépissés) –*« je fais toute confiance à Manuel Valls, qui m'a convaincu que ce n'était pas la bonne réponse »* (Ayrault, *Le Monde*, 27 septembre 2012)–, après avoir écarté le droit de vote des étrangers hors Union européenne –pourtant limité aux élections locales–, le gouvernement Ayrault, avec son ministre de l'Intérieur Valls, poursuit la chasse aux immigrés. Il prolonge la politique de reconduite aux frontières, il projette d'allonger à 16 heures (contre 4 auparavant) la durée de rétention administrative d'un étranger pour vérification d'identité...

Loin de revenir sur la chasse aux Roms venus de Bulgarie, de Hongrie et de Roumanie, Valls l'intensifie : 3 000 d'entre eux ont été chassés depuis l'élection présidentielle et *« trois cents campements ou installations illicites devront être évacués d'ici à trois mois »* (*Le Monde*, 1er septembre 2012). Il la légalise, puisqu'une circulaire – le 26 août – fixe à présent les règles de l'expulsion des Roms :

> *Nous rappelons que les ressortissants roumains ou bulgares ne peuvent rester en France sans titre de séjour que trois mois, sous réserves des « ressources » suffisantes. Au-delà de trois mois, ils ne peuvent rester en France que s'ils obtiennent un titre de séjour.*

Valls n'hésite pas à véhiculer des clichés racistes :

> *Il n'est pas question de tolérer que des organisations criminelles ou certains clans familiaux organisent l'exploitation de la misère et la mise en coupe réglée d'une partie de ces migrants, les contraignant à des activités délinquantes dont ils tirent des profits réinvestis à l'étranger.* (*Libération*, 13 août 2012)

Cette stigmatisation venue d'en haut aboutit sur le terrain à d'insupportables dérives. À Marseille, un camp de Roms a été détruit par une partie de la population locale avec l'approbation d'une élue PS.

Le gouvernement est applaudi par l'UMP :

> *Nous sommes très heureux de son action... C'est pour cela qu'il a l'appui d'un journal bien connu* [*Le Figaro*]. (Serge Dassault, *Libération*, 11 septembre 2012).

Le PCF approuve également :

> *Après des années de lutte au côté des associations de défense des migrants Roms, le Parti communiste se félicite de sentir le souffle d'une volonté affichée de changement.* (*Communiqué*, 23 août 2012)

À la chasse aux immigrés de Valls, répond le « produisez français » de Montebourg. La priorité est l'intérêt de la bourgeoisie : d'une part diviser les travailleurs pour les empêcher de combattre, d'autre part défendre le capital français.

L'impérialisme français toujours à la manoeuvre : Fabius prend le relais de Juppé

Lors de son intronisation, Hollande a rendu hommage à Jules Ferry, ministre de l'instruction du régime issu de l'écrasement de la Commune de Paris, président du Conseil des ministres... et colonisateur raciste.

> *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes... Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.* (Jules Ferry, *Discours au Conseil général des Vosges*, 1879)

> *Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures.* (Ferry, *Discours à la Chambre*, 1885)

Hollande, comme Sarkozy, se fixe pour tâche d'enrayer la perte d'influence de la France à l'échelle mondiale. Dans son discours à l'ONU, le 25 septembre, il légitimait les contre-révolutions islamistes en Afrique du Nord, par lesquelles les masses se voient priver de leurs révolutions :

> *Je veux saluer ce qui s'est produit en Tunisie, en Libye, en Égypte... La France appuiera les nouvelles autorités politiques issues d'élections démocratiques dans ces pays.*

Comme en Libye, l'impérialisme français souhaite intervenir en Syrie, aux côtés notamment du gouvernement américain.

> *Nous restons très vigilants avec nos alliés pour prévenir l'emploi d'armes chimiques par le régime (syrien), qui serait pour la communauté internationale une cause légitime d'intervention directe.* (Hollande, Conférence des ambassadeurs, 27 août 2012)

Faute d'obtenir une coopération des gouvernements russe et chinois, les principaux impérialismes ont dû renoncer à une offensive directe. L'impérialisme français a décidé de soutenir le Conseil national syrien (*« J'ai pris la décision au nom de la France de reconnaître le gouvernement provisoire, représentatif de la nouvelle Syrie, dès lors qu'il sera formé »*, Hollande, *Discours à l'ONU*, 25 septembre 2012) et d'accorder son *« plein soutien »* (Laurent Fabius, *Le Parisien*, 3 octobre 2012) au bombardement de la Syrie par l'état-major turc.

Au Mali, qui fait partie de la zone d'influence de l'impérialisme français, Fabius envisageait dès juillet d'intervenir militairement, mentionnant cyniquement *« le risque d'une réaction contre le colonisateur »* (*Le Monde*, 13 juillet 2012). Le gouvernement français a sollicité un mandat de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) –elle est présidée par Ouattara, installé en 2011 au pouvoir en Côte-d'Ivoire par Sarkozy– pour intervenir militairement au Mali.

> *Il y a une résolution de l'ONU, nous sommes légalement couverts pour qu'une initiative soit prise... Il y a une légalité, il faut maintenant que les forces africaines s'organisent, déterminent une feuille de route, le fassent en collaboration avec les autorités françaises et nous appuierons logistiquement cette démarche.* (Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense, *Le Monde*, 20 septembre 2012)

Hollande a officiellement enterré la « Françafrique » à Dakar, mais son ministre des Affaires étrangères manifeste parfois plus ouvertement le néo-colonialisme de la bourgeoisie française :

> *Il faudra soutenir l'autorité légitime à Bamako, aider sur le plan civil, reconstituer l'armée malienne.* (Laurent Fabius, *France Inter*, 7 octobre 2012)

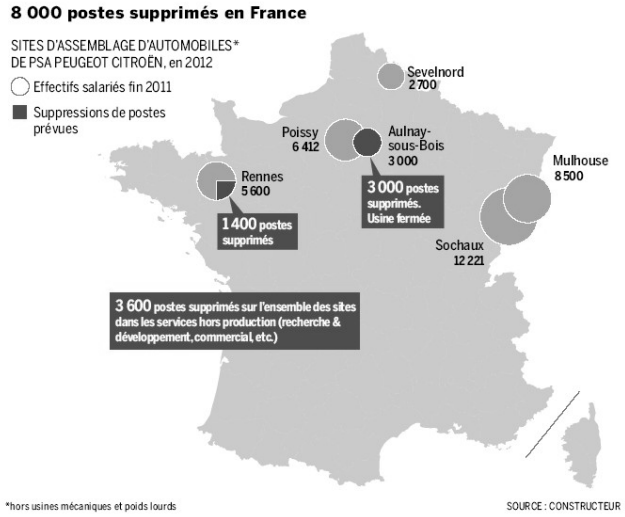
Il n'y a rien à attendre du gouvernement Hollande-Ayrault, bourgeois par son programme, sa composition et sa politique

Les travailleurs ont voté pour battre Sarkozy, pour défendre leurs intérêts. Le président Hollande et son gouvernement, après avoir bénéficié de leurs voix, leur ont tourné le dos pour continuer la politique de Sarkozy : augmentation de l'exploitation, acceptation des licenciements, renforcement des effectifs de la police, chasse aux immigrés, interventions militaires...

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls veut associer les organisations syndicales à sa politique capitaliste et à un prétendu « pacte pour la compétitivité ». Contre la collaboration entre les classes, contre la soumission à la bourgeoisie sous couvert d'intérêt national, il faut aux exploités mener une lutte déterminée pour leurs intérêts et ceux de tous les travailleurs et futurs travailleurs. Pour cela, il faut que leur avant-garde se regroupe en un nouveau parti, un parti ouvrier, internationaliste dont le but sera la révolution socialiste, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des travailleurs.

31 octobre 2012

Direction provisoire commune du CCI(T) et du GB



Pour la libération d'Aurore Martin

Jeudi 1er novembre, la police française a arrêté Aurore Martin, militante politique de l'organisation basque Batasuna, qui est tout à fait légale en France quoiqu'interdite en Espagne, pour la remettre immédiatement à la police héritée du franquisme.

La raison invoquée est un « mandat d'arrêt européen » lancé par un juge espagnol en 2010 pour appartenance « à une organisation terroriste ». Elle risque pour cela jusqu'à 12 ans de prison.

En réalité, bafouant la liberté d'expression, la justice espagnole poursuit Aurore Martin pour sa seule participation à des réunions publiques en Espagne comme représentante de Batasuna.

Même Sarkozy n'avait pas osé arrêter Aurore Martin et la livrer à son ami Rajoy.

François Hollande et son gouvernement, après avoir poursuivi et intensifié la chasse aux Roms, s'illustrent à nouveau dans la remise en cause des libertés démocratiques avec cette arrestation et ce transfert d'une militante politique pour délit d'opinion.

Nous, partisans des États-Unis socialistes d'Europe, reconnaissant le droit de séparation du peuple basque de l'Espagne et de la France, nous prononçons inconditionnellement pour la libération d'Aurore Martin, la cessation de toute poursuite à son encontre et le droit de circuler librement en Europe pour les militants basques.

Il est de la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, syndicats et partis, de mobiliser dans l'unité contre cette mesure autoritaire du gouvernement français et pour la libération d'Aurore Martin.

3 novembre 2012

Comité communiste internationaliste (trotskyste) & Groupe bolchevik [CoReP]

Tract du CCI(T) et du GB du 22 septembre diffusé aux usines d'Aulnay et de Rennes

Pour le retrait du plan de PSA et pour empêcher tout licenciement : grève totale à PSA, grève générale de toute l'industrie automobile !

Le profit contre les travailleurs de l'automobile

À travers toute l'Europe, en conséquence de la crise mondiale du capitalisme, les groupes de l'automobile ferment des sites de production, licencient, augmentent les cadences et diminuent les salaires de ceux qui restent exploités. Opel annonce 20 jours de chômage partiel en Allemagne tandis que son usine de Bochum est menacée de fermeture. Renault, après plusieurs semaines de chômage partiel au printemps, prévoit à nouveau 19 jours supplémentaires à Douai. Fin 2011, Fiat a supprimé toutes les conventions collectives. En juillet, Sevelnord (filiale de PSA) a imposé l'allongement de la durée du travail et la baisse des salaires (avec la caution de FO, de la CGC et du SIA). En juin 2012, PSA a dévoilé son plan de 3 400 suppressions d'emplois directs et 10 000 en comptant les sous-traitants, dans le cadre d'une « restructuration » prévoyant la suppression de 8 200 emplois en France (3 300 postes avec la fermeture de l'usine d'Aulnay en Seine Saint Denis, suppression de 1 400 postes à l'usine de Rennes-La Janais en Ille et Vilaine...).

Alors que les besoins des êtres humains sont loin d'être satisfaits, pour les capitalistes il y a périodiquement, à chaque crise, trop de marchandises, trop d'équipements et trop de travailleurs. Si la concurrence la plus féroce a toujours régné entre les grands groupes automobiles, en temps de crise, elle implique dans tous les pays une course effrénée à la réduction des coûts, à l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire en clair à produire plus de voitures avec moins de travailleurs, pour tenter de maintenir leur taux de profit.

Le gouvernement octroie des subventions aux capitalistes et autorise les licenciements des ouvriers

Partout, les dirigeants des groupes capitalistes de l'automobile ont le soutien des gouvernements qui défendent chacun leur « intérêt national », en fait leurs patrons contre les ouvriers. Cela vaut pour les sociaux-démocrates. Le 14 juillet, Hollande déclarait encore que la fermeture d'Aulnay était inacceptable. Comme Jospin, ses ministres Buffet et Mélenchon et son gouvernement PS-PCF-Verts-PRG-MDC l'avaient fait en 1997 pour Renault Vilvorde, Hollande a cédé en septembre 2012 aux exigences des capitalistes français.

Le gouvernement PS-PRG-EELV laisse aux patrons de l'automobile les cadeaux de Sarkozy pris sur l'argent public : « prime à la casse » (1,2 milliard d'euros), « bonus-malus écologique » (1 milliard), « fonds de modernisation des équipementiers » (600 millions), « prêts bonifiés » à PSA et Renault (3 milliards), etc. Hollande, Ayrault et Montebourg ont commandé un « rapport » et ont annoncé le 25 juillet un nouveau « bonus » (490 millions d'euros en 2013) et des aides supplémentaires directes (175 millions).

Aux travailleurs, tout ce que Montebourg a promis le 13 septembre, c'est de *« limiter »* les suppressions d'emplois ; tout ce que Hollande a proposé le 20 septembre, ce sont des *« négociations tripartites »*.

Non à la discussion par les syndicats du plan de PSA, retrait du plan de PSA, pas un seul licenciement !

Pour les travailleurs de PSA, de Renault, de Ford, des équipementiers, les revendications sont claires :

- Aucun licenciement ! Aucune fermeture de site, ni à Aulnay ni ailleurs !
- Aucun chômage partiel ! Diminution du temps de travail sans baisse de salaire !
- Ouverture par les travailleurs des livres de comptes de PSA, de Renault, de Ford ! Contrôle ouvrier !

Les dirigeants syndicaux, en se situant dans le cadre de la « négociation tripartite » et de la « défense de l'industrie française » sont conduits à abandonner les revendications. D'une part, ils acceptent tous de « négocier » site par site le plan de PSA. D'autre part, ils divisent les travailleurs site par site, comme si ceux d'Aulnay pouvaient gagner seuls, comme si la fermeture d'Aulnay ne serait pas un coup porté à tous les travailleurs de PSA et ceux de toute la filière.

Grève générale sur tous les sites de production automobile, grève générale jusqu'à satisfaction !

L'acceptation du bien-fondé des licenciements, les diversions des « lettres aux députés », les « journées d'action », les « débrayages », les « actions coups de poing » ne peuvent que mener à la défaite.

Il n'y a qu'un seul moyen de gagner : la grève générale, tous ensemble, en même temps, sur tous les sites de production automobile, pour empêcher tout licenciement, toute baisse des salaires, jusqu'à satisfaction.

Il faut imposer que les organisations syndicales et les partis qui se réclament des travailleurs appellent dans l'unité à la grève générale. Il faut s'organiser pour développer notre propre force, l'unifier : former des comités d'action dans chaque site, les coordonner entre eux, réunir des assemblées générales de tous les ouvriers, dans les sites en grève, élire des comités de grève, constituer un comité central national de grève

de l'automobile pour diriger la bataille contre les patrons de PSA, de Renault, de Trevest, de Freescale, de Faurecia...

Le pouvoir ne peut rester plus longtemps dans les mains de la minorité capitaliste qui mène la société à la catastrophe. Seuls des gouvernements ouvriers, expropriant les grands groupes automobiles pourront commencer à ordonner la production entre les différents pays, non plus en fonction du profit, mais en fonction des besoins des producteurs et des consommateurs et faire ainsi cesser le chômage, le gaspillage, la concurrence entre les travailleurs. Seuls des gouvernements ouvriers peuvent servir les travailleurs, leurs familles, préparer le dépérissement des frontières et le socialisme mondial.

- Exigeons des organisations syndicales qu'elles refusent de discuter des plans de licenciement et qu'elles appellent à la grève générale jusqu'à satisfaction !
- Organisons des comités d'action dans tous les sites pour préparer la grève, la défendre contre les bandes patronales et les flics !
- Élisons en assemblées générales les comités de grève, centralisons-les sous forme d'un comité national de grève !

Intervention à la réunion d'information syndicale du SNUipp-FSU, Nanterre, 13 octobre

Pour comprendre la soi-disant « refondation » de l'école de Hollande et Peillon, il faut commencer par saisir la politique du gouvernement de Hollande et Ayrault. Dès son arrivée, le nouveau gouvernement a maintenu la quasi-totalité des lois que Sarkozy avait fait adopter. Il a maintenu les lois contre nos retraites, contre la Sécurité sociale, le service minimum contre le droit de grève, le gel des salaires des fonctionnaires. Il a maintenu les lois contre les travailleurs immigrés et les a aggravées avec la garde à vue de 16 heures contre les sans-papiers et une nouvelle loi contre les Roms. Dans l'enseignement, la plupart des mesures est maintenue comme la loi LRU de privatisation des facs, les réformes contre le lycée et l'école, les zones ECLAIR et les programmes scolaires de Sarkozy.

Les premiers pas du gouvernement ont été d'aider le patronat et la « compétitivité » des capitalistes. Il compte instaurer des emplois précaires, les emplois d'avenir en CDD de 1 à 3 ans, les contrats de génération précaires pour les plus vieux travailleurs. Face aux 80 000 licenciements annoncés depuis le printemps (dans l'automobile notamment), le gouvernement et son ministre Montebourg aident les patrons et le Medef à licencier. Hollande a accepté le plan de licenciements chez PSA et aide son Conseil d'administration à le mettre en place comme dans d'autres entreprises.

Le budget pour 2013 récemment présenté est une suite d'aides au patronat par les exonérations de charges sociales, c'est aussi le non remplacement de 2 départs à la retraite sur 3 dans les ministères dits « non prioritaires ». Ce budget prévoit plus d'impôts et moins de dépenses contre tous les travailleurs. Le budget de la Sécurité sociale est en discussion et c'est toujours pour combler le « trou » en remboursant moins les médicaments et en augmentant le coût de la santé, tout en maintenant la journée de carence dans la fonction publique.

C'est en comprenant que ce gouvernement est au service des capitalistes et des plus riches que l'on peut comprendre la « refondation de l'école ». Après des semaines de concertation où les directions des syndicats ont siégé, le projet de refondation est d'augmenter le nombre de jours de travail, réduire les jours de congés des enseignants. Au nom des rythmes scolaires, une heure par jour deviendra une heure d'enseignement dans le cadre des collectivités locales. Peillon donne même des précisions dans une récente interview *« pour garantir à tous, sur tous les territoires, y compris les moins riches, une prise en charge périéducative de qualité : Etat, collectivités, caisses d'allocations familiales et – pourquoi pas – fondations d'entreprises participeront à son financement »* (*Le Monde*, 12 octobre 2012). C'est la flexibilité de nos heures de travail et la privatisation de l'école qui vont *« refonder l'école »*. Avec la proposition de faire enseigner les professeurs du primaire dans le secondaire et ceux du collège dans les écoles, Hollande et Peillon veulent s'attaquer à notre statut. *« Nous pouvons créer du lien entre le CM2 et le collège en développant la coopération entre les établissements, l'échange de services, le travail en commun »* (*Le Monde*, 12 octobre 2012).

Face à cela, les directions syndicales, notamment celle du SNUipp-FSU, comptent participer aux négociations avec le gouvernement. Pour faire avaliser notre participation, la direction du SNUipp a même commandé et payé un sondage sous forme de questionnaire pour faire passer la « refondation » pour une bonne chose. C'est le contraire qu'il faut faire. Les directions syndicales et celle du SNUipp doivent refuser de négocier le plan du gouvernement. Une réunion comme la nôtre ce matin pourrait adresser ce souhait aux dirigeants des syndicats enseignants. Leur devoir est d'organiser le combat contre le budget 2013, par une manifestation centrale à Paris pour interdire son adoption et combattre pour le rétablissement des postes et l'augmentation de nos salaires.

Congrès de l'Union santé départementale CGT d'Ille et Vilaine, 25 et 26 juin

Intervention

Le 6 mai, Sarkozy a été battu. Ceux qui l'ont chassé du pouvoir, ce sont d'abord les travailleurs.
Pendant cinq ans, Sarkozy a mené une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française.
Il a porté des coups importants aux salariés, à la jeunesse : répression des grèves des raffineries et des aéroports, atteinte au droit de grève dans les transports publics et l'école primaire, attaques contre les régimes spéciaux de retraite, report pour tous de l'âge de départ en retraite, suppressions de milliers de postes de fonctionnaires, expulsion de dizaines de milliers d'immigrés, privatisation partielle des universités, baisse du pouvoir d'achat, liquidation de services publics, etc.
Il a multiplié les allègements de charges et exonérations diverses au patronat en plus des cadeaux fiscaux aux plus fortunés.
Sous son mandat, le gouvernement a fait adopter la loi HPST entrainant des coupes drastiques dans le système de santé avec la fermeture de lits, la précarisation du travail, etc.
Sarkozy aurait pu être arrêté en 2010, s'il y avait eu un appel à la grève générale pour sauver les retraites et le battre.
En congédiant Sarkozy en 2012, les travailleurs ont exprimé le rejet de cette politique anti-ouvrière et raciste. Ce n'est pas pour accepter qu'elle revienne par la fenêtre. Or,

- ✓ Les plans sociaux des groupes capitalistes se multiplient et le chômage continue d'augmenter.
- ✓ Les négociations de flexibilité dites « emploi-compétitivité » (qui ont pour but de supprimer la protection des conventions collectives et de la loi afin de baisser les salaires ou d'augmenter la semaine de travail selon les désirs des patrons) ont seulement été suspendues pendant les législatives.
- ✓ Le Conseil d'Orientation des Retraites prépare un rapport qui sera publié prochainement pour justifier de nouvelles attaques contre les droits à la retraite et les pensions, attaques qui seraient « négociées » à partir de cet été.
- ✓ L'État continue à rembourser les dettes de Sarkozy et à payer des intérêts qui enrichissent les groupes de la finance (50 milliards d'euros cette année).

C'est pourquoi je propose au vote de ce congrès, la motion suivante adressée à la Fédération ainsi qu'à la Confédération :

Motion

Les syndiqués CGT de l'USD santé et de l'action sociale 35 réunis en congrès les 25 et 26 juin 2012 demandent à leur Fédération et à leur Confédération :

- ✓ de boycotter toute négociation des mesures de flexibilité dites « emploi-compétitivité » : non à l'allongement du temps de travail ! Interdiction des licenciements ! Réduction de la semaine de travail sans réduction de salaire jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs !
- ✓ de quitter le Conseil d'orientation des retraites et de revendiquer le rétablissement immédiat des droits à la retraite pleine et entière à 60 ans avec 37,5 annuités !
- ✓ d'exiger le rattrapage du pouvoir d'achat perdu et l'indexation automatique des salaires sur les prix et des pensions sur les salaires !
- ✓ d'exiger l'annulation de la dette publique, l'expropriation sans indemnité ni rachat des banques et des compagnies d'assurance, la création d'une banque unique sous contrôle des travailleurs !
- ✓ de réclamer la régularisation immédiate des salariés étrangers sans-papiers !
- ✓ et, concernant plus particulièrement notre profession : un seul statut pour tous les personnels, celui de fonctionnaire de la fonction publique hospitalière, la titularisation de tous les contractuels, des embauches correspondant aux besoins, la nationalisation, dans un grand service public de santé, de toutes les activités de santé.

Repoussée par : 4 pour (dont LO), 14 abstentions, 28 contre (dont POI)

Déclaration du CoReP et du CCI(T) face au massacre d'ouvriers par le gouvernement de front populaire en Afrique du Sud

Pour la victoire des mineurs de Marikana ! Grève générale ! Pour l'autodéfense !

En Afrique du Sud, le 16 août 2012, la police du gouvernement de l'Alliance tripartite (ANC-SACP-COSATU) présidé par Zuma a perpétré un massacre parmi les travailleurs de la mine de platine de Marikana qui étaient en grève pour une augmentation de salaire depuis le 10 août : 34 travailleurs furent assassinés, dont 4 membres sur les 6 que comportait le comité de grève élu par les mineurs, et au moins 78 blessés, sans sommation.

L'Afrique du Sud est le plus gros producteur de platine du monde. La mine de Marikana appartient au groupe Lonmin, le troisième producteur de platine du monde, coté à la Bourse de Londres. Dans tout le pays, les salaires des mineurs sont aussi bas et leurs conditions de travail aussi déplorables que du temps de l'apartheid. La plupart des mineurs de Marikana logent dans un bidonville. Ils travaillent 8 à 9 h sous terre à 40 °C pour 4 000 ou 5 000 rands (environ 400 euros ou 500 dollars) et demandent la revalorisation de leurs salaires à 12 500 rands. La grève avait été soutenue au départ par le syndicat AMCU. Pourtant, le 15 août, le secrétaire général de l'AMCU Joseph Mathunjwa et celui de la NUM Senzeni Zokwana s'étaient rendus ensemble sur place pour faire reprendre le travail. L'assemblée générale avait expulsé Zokwana et avait décidé la poursuite de la grève.

La NUM, affiliée à la confédération syndicale COSATU, était le syndicat traditionnel des mineurs ; néanmoins, il commence à être concurrencé par l'AMCU à cause de sa collaboration ouverte avec le patronat. Il faut dire que l'ancien président du NUM, Cyril Ramaphosa, est aujourd'hui administrateur de Lonmin, donc un exploiteur direct des mineurs de Marikana. Son beau-frère est ministre de la justice. La COSATU fait partie de « l'Alliance tripartite » qui subordonne les organisations ouvrières de masse (la COSATU et le parti « communiste » SACP) au parti nationaliste bourgeois ANC.

Le SACP, qui est présent au gouvernement, avait préparé la répression policière.

> *On ne peut tolérer aujourd'hui que des gens recourent à la violence pour forcer les mineurs à rejoindre un syndicat particulier... Le Parti communiste sud-africain appelle la police à agir pour que les voyous qui ont remplacé la raison et le dialogue par des balles rendent des comptes.* (SACP, *Communiqué*, 14 août 2012)

Le lendemain du massacre, le 17 août, le président Zuma a décidé de mettre en place une « commission d'enquête », la diversion classique de tous les gouvernements bourgeois. Riah Phiyega, la chef de la police nationale, a déclaré le même jour que les policiers n'avaient fait que leur devoir et «*ne devaient pas se repentir*» de la mort des mineurs. Le 20 août, le procès « pour meurtre» de 250 mineurs arrêtés le 16 août a commencé alors que certains des travailleurs accusés se trouvent toujours à l'hôpital.

Pendant trois jours, le SACP a gardé le silence. Il n'en est sorti que pour blâmer le syndicat rival du NUM et soutenir le gouvernement, la police.

> *Tous nos souhaits de rétablissement à ceux qui ont été blessés, ouvriers et policiers. Le CC accueille favorablement l'annonce par le Président Zuma d'une commission d'enquête... La commission présidentielle devra enquêter sur le comportement violent du faux syndicat AMCU...* (SACP, *Déclaration du Comité central*, 19 août 2012)

Toutes les bureaucraties syndicales et tous les partis réformistes sont des agences de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Les travailleurs ne doivent pas croire les « communistes » et les centristes qui essaient de les persuader, malgré l'expérience de la révolution espagnole de 1934-1937, de la révolution allemande de 1953, de la révolution hongroise de 1956 et de la révolution chilienne de 1970-1973, que les partis qui viennent du stalinisme sont bien plus progressistes que ceux qui viennent du travaillisme ou de la sociale-démocratie.

La sociale-démocratie a trahi depuis 1914 et le stalinisme depuis 1933. Depuis, les uns comme les autres défendent la patrie, tous renforcent l'armée et la police et même l'utilisent contre les travailleurs quand ils sont au pouvoir. En Grèce, le KKE est chauvin, a soutenu la répression de la jeunesse et divise délibérément les rangs ouvriers. En France, le PCF a participé de 1997 à 2002 au gouvernement qui a le plus privatisé. En Italie, le PRC et le PDCI ont soutenu le gouvernement Prodi qui a réduit les retraites. Aux États-Unis, le CPUSA appelle pour la deuxième fois à voter Obama. À Cuba, le parti unique PCC a licencié 500 000 travailleurs d'un coup et rétablit le capitalisme. En Chine, le parti unique PCC a restauré le capitalisme, interdit le syndicalisme indépendant, réprime les grèves et opprime les minorités nationales. En Russie, le KPRF est chauvin et xénophobe. En Afrique du Sud, le SACP participe au gouvernement bourgeois dirigé par l'ANC qui a assassiné les 34 mineurs. Et il y reste.

Le parti ANC est né comme un mouvement nationaliste bourgeois, qui exprimait les aspirations de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie noires, indiennes et métisses à partager le pouvoir et le capital avec la bourgeoisie blanche. En 1950, le parti stalinien SACP est devenu une composante de l'ANC, s'acharnant à soumettre les jeunes et les travailleurs à la direction bour-

Marikana, 16 août

geoise du parti nationaliste.

En dépit de l'ANC, en 1976, la jeunesse de la banlieue noire de Soweto se souleva et puis les grèves se multiplièrent de la part des salariés noirs et métis. L'ANC parvint, avec l'aide de l'appareil stalinien du SACP, de la bureaucratie syndicale du COSATU, à prendre le contrôle des syndicats ouvriers « non enregistrés » qui naissaient des luttes et à les subordonner au « front uni anti-impérialiste » et à la « révolution par étapes » (d'abord la fin de l'apartheid, dans un avenir très lointain le socialisme).

Pourtant, la lutte des classes s'intensifia et, en 1990, l'impérialisme américain dut négocier avec la bureaucratie russe la transition en Afrique du Sud. Le gouvernement NP raciste, confronté à une situation révolutionnaire, libéra Mandela, accepta de légaliser l'ANC, le SACP et le PAC (un autre mouvement nationaliste) en 1990 et d'abolir l'apartheid en 1991. L'égalité raciale et les libertés démocratiques ont été un sous-produit de la lutte des classes et de la crainte, de la part de la bourgeoisie locale et mondiale, de la révolution prolétarienne.

Cependant, les masses noires et la classe ouvrière ont été frustrées de leur victoire par Mandela et l'Alliance tripartite, appuyés par toutes les Églises chrétiennes, qui ont préservé le capitalisme sud-africain et l'État bourgeois qui garantit l'exploitation. Certes, le drapeau a changé ; une petite minorité de Noirs, membres de l'ANC, du SACP et de la COSATU sont rentrés dans les sommets de l'État ou sont devenus des actionnaires et des patrons. Et l'exploitation, la pauvreté et l'oppression sont restées le lot de la majorité ; les bourreaux du régime raciste sont restés impunis et la réforme agraire n'a pas été menée ; le gouvernement ANC-SACP a entrepris de privatiser les entreprises publiques ; la police et l'armée continuent de persécuter les immigrés (les Noirs, pas les Blancs), de réprimer les émeutes des townships et de briser les grèves.

Pour en finir, il faut un autre appareil syndical que la bureaucratie corrompue de la COSATU, une direction lutte de classe. Il faut un autre parti que le SACP réformiste vendu à la bourgeoisie sud-africaine, un vrai parti communiste, révolutionnaire et internationaliste. Il faut une autre économie que celle qui est basée sur la propriété privée, le salariat et la recherche du profit qui maintient les mineurs dans la misère, il faut le contrôle des producteurs et des consommateurs sur la production et la distribution. Il faut supprimer l'État bourgeois et son appareil répressif, le remplacer par les conseils des travailleurs et l'armement du peuple. Si les travailleurs de tout le pays encerclaient les commissariats, ils pourraient désarmer une fois pour toute les tueurs d'ouvriers. Ce serait le début de la révolution socialiste et de l'émancipation du continent.

Libération de tous les mineurs emprisonnés, cessation de toute poursuite judicaire à l'égard des travailleurs de Marikana !

Solidarité internationale de toutes les organisations ouvrières avec les travailleurs de Marikana !

Grève générale et milices ouvrières de tout le pays pour aider les mineurs et pour la satisfaction des revendications !

Expropriation sans indemnité ni rachat de Lonmin !

Armement général de la population et désarmement des mercenaires de la police permanente !

Gouvernement ouvrier et paysan !

États-Unis socialistes d'Afrique !

23 août 2012

Collectif révolution permanente
Autriche, France, Pérou

Comité communiste internationaliste (trotskyste)
France

RÉVOLUTION SOCIALISTE organe du Groupe bolchevik
pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire [Collectif révolution permanente]

Pour prendre contact avec le Groupe bolchevik
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS
Site du CoReP
www.revolucionpermanente.com
Site du CRP Pérou
luchamarxista.blogspot.com
Site du GKK Autriche
www.klassenkampf.net
Site du GB
revolution-socialiste.info
Directrice de la publication ML Herblot
RS39.06
ISSN 1634-4006

9 771634 400603

Afrique du Sud
Les mineurs dressent leurs comités de grève contre le gouvernement de l'ANC et sa police

Le 16 août à Marikana, à 95 kilomètres à l'ouest de Pretoria, la police sud-africaine attaque des mineurs en grève, le bilan est lourd : 34 morts, 78 blessés et 270 arrestations. L'objectif de ce massacre est de mettre un terme à la grève qui a débuté 6 jours plus tôt dans cette mine du groupe Lonmin, 3e producteur mondial de platine. Les mineurs réclament un salaire de 12 500 rands (1 108 euros) contre les 4 000 actuels. Depuis, le pays est traversé par une vague de grèves qui s'est d'abord rapidement propagée dans la branche minière avant de gagner d'autres secteurs, notamment les transports et le secteur public.

L'événement ramène la situation de la lutte des classes en Afrique du Sud, qui fut jusque dans les années 1990 un foyer révolutionnaire au premier plan de l'actualité. Il met en lumière l'incapacité de la bourgeoisie sud-africaine de maintenir la paix sociale et d'assurer la pérennité du capitalisme au moyen du gouvernement de l'Alliance tripartite.

Le gouvernement ANC-SACP-COSATU, en charge depuis 1994 du capitalisme sud-africain

La grève ébranle les trois composantes de cette alliance que sont l'ANC, le SACP et le COSATU. Il s'agit d'un front populaire entre un parti bourgeois, l'ANC, et deux organisations ouvrières de masse, le SACP et le COSATU. Interdits durant l'apartheid, ce bloc fut la carte jouée par les bourgeoisies américaine, britannique et sud-africaine pour que le pays échappe à la révolution prolétarienne.

L'ANC (Congrès national africain), la première force politique du pays, est un parti né en 1912 sur la base du nationalisme. Il n'a jamais misé sur la mobilisation des masses ouvrières pour s'émanciper de la bourgeoisie britannique puis de la bourgeoisie blanche sud-africaine. Devant l'impopularité grandissante de son gouvernement, l'ANC s'est divisée. Une fraction de l'ANC, sous la direction du raciste Julius Mulema, marche sur les pas du président nationaliste du Zimbabwe voisin, Robert Mugabe, qui désigne les Blancs comme boucs émissaires des maux du capitalisme.

L'ANC bénéficie de l'aide du SACP (Parti communiste d'Afrique du Sud). Le SACP est le seul parti politique de masse de la classe ouvrière. Grâce à l'Internationale communiste, le SACP reconnait que la majorité noire doit renverser le joug colonial britannique. Il conquiert une base ouvrière non seulement blanche, mais noire. Cependant, sous forme de la ligne de front populaire, il est subordonné en 1935 par la bureaucratie de l'URSS à la bourgeoisie nationale. Le Parti stalinien renforce l'ANC. Depuis le rétablissement du capitalisme en Russie par la bureaucratie « marxiste-léniniste », comme le PCF, il ne se réclame plus du socialisme.

Le SACP contrôle le COSATU, la principale confédération syndicale du pays. Cette centrale est née du regroupement en 1985 de syndicats de travailleurs noirs apparus indépendamment de l'ANC, mais ramenés ultérieurement dans le giron du nationalisme bourgeois par les soins du SACP, faute de parti ouvrier révolutionnaire, pour s'y opposer. Les membres de la bureaucratie syndicale ont un niveau de vie très éloigné de celui des travailleurs salariés, même blancs. Certains ont même rejoint les rangs de la bourgeoisie, tels l'ancien président du NUM (le syndicat des mineurs affilié au COSATU) Cyril Ramphosa qui a accumulé une fortune de 275 millions de dollars, dont des actions dans Lonmin.

S'inscrivant dans la montée révolutionnaire mondiale des années 1960-1970, la lutte de la jeunesse (émeute de Soweto en 1976), puis celle des travailleurs ouvre une situation intenable pour le gouvernement raciste du NP (Parti national dominé par les Afrikaners néerlandophones), malgré une répression extrêmement violente.

Face au risque de révolution prolétarienne, Bush père, pour la bourgeoisie impérialiste la plus puissante, négocie avec Gorbatchev, le représentant de la bureaucratie de l'URSS en crise, la fin de l'apartheid. Le président De Klerk (NP) légalise en 1990 l'ANC, ses rivaux PAC et AZAPO et le SACP. Bush rencontre Mandela (ANC) et de Klerk. Les dernières lois de discrimination sont abolies en 1991. Mandela et De Klerk organisent ensemble la transition jusqu'aux premières élections au suffrage universel, en 1994.

> *C'est à un Blanc, le leader communiste Joe Slovo, que l'ANC doit cette idée de génie : une « sunset clause » qui, en échange du pouvoir, garantirait à la minorité blanche l'amnistie générale et des postes dans la fonction publique. En proposant le partage du pouvoir pendant une période provisoire, Joe Slovo n'a pas seulement sorti de l'impasse, en août 1992, les négociations entre Frederik de Klerk et Nelson Mandela. Il a aussi permis à l'ANC de récupérer une administration en état de marche et au « miracle » sud-africain de se produire.* (*Politique internationale*, printemps 2004)

À l'issue des élections de 1994, Mandela devient président. La population noire croit que tout va changer.

Mais l'auréole de l'ANC se dissipe d'année en année, les générations n'ayant pas ou peu connu l'apartheid n'ont pas les illusions qu'avaient leurs aînées ni envers l'ANC, ni envers son complice « communiste ». Trois présidents noirs successifs et 18 ans de gouvernement ANC-COSATU-SACP n'ont guère amélioré le sort de la classe ouvrière, qui est majoritairement noire.

> *En 2011, le revenu annuel des ménages noirs était de 60 613 rands (5 384 euros) alors que celui des blancs était de 365 134 rands (32 432 euros).* (*Nouvel Observateur*, 31 octobre 2010)

Les bidonvilles (townships) ont peu changé. Le sida fait des ravages. La situation des femmes est scandaleuse. La délinquance et la criminalité sont parmi les plus élevées du monde. Seule une minorité noire (des dirigeants de l'ANC, du COSATU, du SACP) a intégré les rangs de la bourgeoisie, comme capitalistes ou dirigeants de l'État bourgeois, grâce à une collaboration de classe institutionnalisée.

Une économie durement touchée par la crise mondiale

L'Afrique du Sud est la première économie du continent, mais elle peine à sortir de la crise capitaliste mondiale qui a plongé le pays dans la récession en 2009. Alors que dans le reste du monde, les investissements directs étrangers à destination des pays émergents augmentent de nouveau (+7,3 % entre 2010 et 2011 selon les Nations unies), ceux en direction de l'Afrique du Sud chutent. Le flux d'IDE entrants est passé de 5,3 milliards de dollars en 2010 à 1,5 milliard pour l'année 2011.

Pourtant, le pays dispose d'importantes ressources minières et agricoles et propose une main d'œuvre bon marché, dont les salaires sont contenus par l'immigration de travailleurs encore plus pauvres venant des États voisins, embauchés comme intérimaires hyper flexibles.

L'importance des exportations la rend dépendante de la bonne santé des principales économies impérialistes. Avec la crise mondiale, l'Afrique du sud qui affichait une croissance de 5 % jusqu'en 2007 a connu une récession de 1,8 % en 2009. Depuis, la reprise reste fragile.

> *La croissance devrait se ralentir à 2,8 % en 2012 à cause des handicaps structurels internes et de la fragile reprise de l'économie mondiale. Sous réserve que cette reprise se confirme et que la crise budgétaire et financière de la zone euro trouve une solution ordonnée, la croissance du PIB devrait s'élever à 3,6 % en 2013.* (OCDE, mai 2012)

La baisse du prix du fer, du platine, du charbon, affaiblit le secteur minier qui emploie 600 000 personnes et qui représente près de 8 % du PIB national. Les minerais représentent 30 à 40 % des exportations. En outre, le charbon assure 93 % de la production d'électricité du pays, électricité dont une partie est exportée vers les pays voisins.

L'agence de notation Moody's justifie la dégradation de la note de l'Afrique du Sud en pointant « *la capacité réduite du gouvernement à gérer les risques pour la croissance et la compétitivité* » et « *le manque d'infrastructures, des coûts salariaux relativement élevés en dépit d'un chômage important, et les inquiétudes sur la stabilité politique future de l'Afrique du Sud* ».

Une grève quasi-générale dans les mines

La grève des mineurs de Marikana fait suite à plusieurs mouvements qui ont secoué le secteur minier depuis le début de l'année. Le 20 janvier, 46 000 mineurs d'un puits près de Rustemburg dans la même province que Marikana, appartenant au groupe Impala Platinium, se mettent en grève pour réclamer une augmentation salariale et une amélioration de leurs conditions de travail. Le conflit qui a fait 3 morts prend fin début mars, les grévistes obtenant la réintégration des ouvriers licenciés durant le conflit et une augmentation. En juin à Modder East, à l'est de Johannesburg, le groupe Gold One licencie 1 035 salariés d'une mine d'or et d'uranium, après une grève déclarée « illégale » parce que les mineurs se sont organisés dans le syndicat PTAWU, indépendamment du NUM (Syndicat national des travailleurs des mines) affilié au COSATU.

Le syndicat majoritaire dans le secteur minier, le NUM, s'est opposé dès le début aux grèves. Comme à Modder East, les mineurs de Marikana, exaspérés par la compromission du NUM avec les autorités et avec le patronat, viennent grossir les rangs d'un de ses rivaux, l'AMCU (Association des syndicats des travailleurs des mines et de la construction).

La semaine précédant le massacre de Marikana, des affrontements déclenchés par les meurtres de deux grévistes par des dirigeants du NUM avaient causé au total 10 morts (6 mineurs, 2 agents de sécurité et 2 policiers). Le COSATU intervient alors pour couvrir le gouvernement et sa stratégie meurtrière au service du capital et pour défendre les exécuteurs.

> *Le comité exécutif provincial critique l'action maladroite de la police à Marikana bien que reconnaissant son droit à se défendre lorsque cela est nécessaire.* (Comité exécutif du COSATU de la province du Cap-Oriental, 11 septembre 2012)

> *Nous réitérons la position exprimée dans une résolution du précédent congrès du COSATU, à savoir que nous abhorrons l'utilisation excessive de la force par la police contre les travailleurs dans tous les conflits du travail, et nous croyons que les policiers sont injustement placés dans des situations pour lesquelles ils n'ont ni la formation ni l'équipement adéquat.* (COSATU, 18 septembre 2012)

Après l'assassinat prémédité des 34 mineurs, les chefs du NUM imputent immédiatement la responsabilité de la tragédie, non à la police, mais à l'autre syndicat, taxé d'« *organisation criminelle* ».

Malgré les tentatives du NUM d'interrompre le mouvement, la grève se propage de puits en puits. Le groupe Lonmin, propriétaire du site de Marikana n'est pas le seul touché, le géant minier du platine Anglo American Platinium et son concurrent local Impala Plati-

nium font dorénavant face à la colère de leurs ouvriers ; le mouvement s'étend aux mines d'or, d'argent, de diamant et de charbon, les groupes Gold Field et Gold One annoncent qu'ils sont touchés. Début octobre, on dénombre 24 compagnies minières victimes de grèves « *sauvages* » comme dit le patronat, c'est-à-dire décidées par la base.

Face à la totale incapacité du COSATU de remettre les mineurs au travail, le 20 septembre, le président Jacob Zuma annonce que l'armée épaulera désormais la police pour mater les grévistes. Le 29, son ministre de la Justice Jeff Radebe, un ancien du SACP, autorise une nouvelle répression des mineurs de Marikana. Le 6 octobre, la police assassine par erreur, lors d'une mission commando, le cousin d'un syndicaliste près de Marikana. Le total des victimes officielles a dépassé la cinquantaine.

La grève s'étend au delà des mines

Devant la détermination des mineurs, d'autres travailleurs, galvanisés, se mettent en mouvement à leur tour. Le 1er octobre, une grève éclate à l'usine de Toyota de Durban, qui aboutit, au bout de 4 jours, à une hausse du salaire horaire de 3,22 rands (26 centimes d'euros) ; la semaine suivante, ce sont les employés municipaux de la province de Limpopo qui cessent le travail.

Le COSATU se retrouve dans une situation difficile. D'une part, le patronat agit sans lui. Les licenciements collectifs comme les augmentations salariales se font sans passer par la centrale syndicale, remettant en cause sa place dans le système de collaboration entre la bureaucratie ouvrière et le patron. Les bureaucrates syndicaux s'en inquiètent, pointent la responsabilité des groupes capitalistes qui cèdent des augmentations salariales en dehors des accords habituels avec le NUM, affaiblissant ainsi l'influence de ce dernier chez les ouvriers. D'autre part, des couches significatives de travailleurs le rejettent à cause de sa collaboration avec les patrons et le gouvernement. Des grévistes brûlent les tee-shirts de la centrale. Les échauffourées avec les membres du COSATU se multiplient, causant parfois des morts. Le 19 octobre à Klerksdorp, Zwelinzima Vavi le patron du COSATU est pris à partie par des mineurs qu'il venait inviter à reprendre le travail. Il doit quitter le site sous des jets de pierre.

Totalement débordé par les mineurs, le COSATU sentant monter la colère dans le transport, fait prendre au SATAWU (Syndicat sud-africain des travailleurs du transport) la tête de la grève chez les routiers. Le conflit dure 17 jours, atteignant à son plus haut point le nombre de 43 000 grévistes. Les routiers affrontent à de nombreuses reprises la police. La grève aboutit à une hausse salariale de 27% sur 3 ans.

Le SAMWU, principal syndicat des travailleurs du public, également affilié au COSATU, débordé dans la province de Limpopo, explique début octobre qu'il prépare une journée de grève nationale qui pourrait être prolongée. Un mois après la menace, il se renie et le seul conflit auquel il participe est une grève dans une seule société de bus (Rea Vaya).

L'apparition de comités de grève des mineurs

Malgré les trahisons, les menaces, la répression, les travailleurs des mines résistent. Aussi, le patronat tente de régler le problème en licenciant à tour de bras, soutenu par l'ANC et ses alliés du SACP qui se réfugient derrière la légalité de cette action. Tous misent sur la peur du chômage, avec une armée de réserve représentant 38 % de la population active. Ainsi, le 5 octobre, Anglo American, le premier producteur mondial de platine renvoie 12 000 des 28 000 mineurs des puits de Rustenburg. Le lendemain, le groupe Atlatsa Resources licencie 2 161 de ses ouvriers de la mine de Bokoni. Le 9, c'est Gold One qui annonce qu'il se sépare de 1 435 des 1 900 mineurs d'Ezulwini. Fin octobre, Gold Fields menace de la même sanction ses 15 000 ouvriers en grève.

Le COSATU, essayant de retrouver son influence au sein de la classe ouvrière, somme les employeurs de réintégrer les licenciés, mais sans jamais brandir la menace de la grève. Le groupe Lonmin concède une hausse de salaire de 22 % aux foreurs, entre 11 % et 15 % pour les autres.

Les mineurs, s'étant heurtés dès le départ à la bureaucratie du NUM (COSATU), s'organisent en comités de grève, d'abord localement, puis parallèlement à l'extension du mouvement, ils tentent de centraliser nationalement ces comités. La coordination des comités de grève de la région de Rustenburg (au Nord-Ouest de Pretoria) a appelé à la formation d'une Coordination nationale des comités de grève qui s'est réunie le 13 octobre.

Face à l'hostilité du parti ouvrier bourgeois et en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, c'est un groupe centriste le DSM (Mouvement socialiste démocratique) qui aide à la coordination des comités de grève. L'absence d'une ligne fermement révolutionnaire se fait sentir dans les déclarations de la Coordination nationale. D'un côté, il dénonce à juste titre le gouvernement.

> *La lutte va s'intensifier et nous demandons à tous les travailleurs de se préparer à une grève générale au niveau national... Nous appelons à la formation de comités de solidarité dans toutes les régions et dans tous les secteurs. Les patrons, le gouvernement et l'alliance tripartite vont travailler ensemble pour écraser les grévistes dans le sang s'il le faut.* (Mametlwe Sebei, porte-parole de la Coordination, 5 octobre 2012)

De l'autre, il refuse d'appeler à la formation de gardes ouvrières pour se défendre et place tous les espoirs dans le parlement.

> *Ce qui émerge du consensus de ce meeting est que nous avons besoin d'un gouvernement qui n'envoie ni soldats ni police pour aider les patrons à attaquer les travailleurs des mines. Nous avons besoin d'un gouvernement des travailleurs de ce pays, un gouvernement qui serait représentatif des travailleurs et qui amènera les mots d'ordre des travail-*

leurs au parlement pour finalement s'assurer que les lois de ce pays soient prises dans l'intérêt de la classe ouvrière et des pauvres. (Mametlwe Sebei, porte-parole de la Coordination, 5 octobre 2012)

Mametlwe Sebei est membre du DSM. Le DSM est affilié au Comité pour une internationale ouvrière (CWI-CIO). Ce courant international puise son origine dans ce qui fut la section de Grande-Bretagne de la « 4e Internationale » pabliste en 1957. Ce groupe était entré en 1949, sous la direction de Ted Grant, dans le Parti travailliste pour plusieurs décennies. Depuis, les grantistes combinent un « marxisme », un « léninisme » et un « trotskysme » de façade à une orientation parlementaire et pacifiste.

Une transformation totalement pacifique de la société est possible en Grande-Bretagne... (Peter Taaffe, *What we stand for*, Militant, 1981, p. 25)

Comme tant de pseudo-trotskystes, le CWI-CIO fondé en 1974 a cherché un substitut à la classe ouvrière, au parti révolutionnaire et au bolchevisme. Il l'a trouvé, entre autres, dans le colonel Chavez, le bourgeois nationaliste qui préside le Venezuela. La section française du CIO-CIW est la GR, qui vient de passer trois ans au sein du NPA.

Le DSM participe en Afrique du Sud au Democratic Left Front (Front de la gauche démocratique) dont le nom annonce qu'il n'a rien à voir avec la révolution prolétarienne. Pas question d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie par une révolution, puisque le front se contente d'un « contre-pouvoir ».

Nous sommes pour un nouveau mouvement démocratique et unitaire des opprimés et des exploités qui constitue un contre-pouvoir face au pouvoir du capital, du marché, des investisseurs, de la bourgeoisie noire, des fonctionnaires d'État et des autres couches sociales sur lesquelles l'État capitaliste repose. (*Declaration of the DFF*, 24 janvier 2011)

L'émergence de comités de grève des mineurs et leur centralisation sont indéniablement un pas en avant pour la cause ouvrière, pour peu que l'avant-garde se batte pour la rupture de toutes les organisations ouvrières (dont le COSATU et le SACP) avec l'ANC, la nationalisation sous contrôle ouvrier, l'armement des travailleurs, le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le SACP, défenseur de l'ordre bourgeois et partie prenante du gouvernement de massacreurs d'ouvriers, calomnie le DSM comme des agents de l'apartheid. La police du gouvernement ANC-COSATU-SACP réprime le DSM pour briser la coordination des comités de grève.

Le Mouvement socialiste et démocratique (DSM), une organisation trotskyste qui a aidé à la formation du comité de coordination entre les mines en proie à des grèves explique que ses militants ont été arrêtés après s'être adressés à une foule de plus de 1 500 personnes. (*Mail & Guardian*, 19 octobre 2012)

Les réformistes de tout poil soutiennent les bureaucraties du COSATU, du SACP, voire l'ANC

Dans les années 1970 et 1980, le mouvement ouvrier mondial affirmait sa solidarité avec les luttes ouvrières d'Afrique du Sud. Les travailleurs noirs d'aujourd'hui sont autant exploités, affrontent les mêmes groupes capitalistes, sont toujours réprimés par la police et par l'armée de l'État bourgeois. Ils méritent la même solidarité de leurs sœurs et frères de classe de tous les pays.

Mais nombreux sont les agents de la bourgeoisie dans la classe ouvrière, qui, aujourd'hui, s'interposent. Quelques jours après le massacre, l'Internationale « socialiste » tient son congrès au Cap. Elle s'ouvre en donnant la parole au vice-président du gouvernement bourgeois des massacreurs d'ouvriers.

Le Vice-président de l'Afrique du Sud et de l'ANC, Kgalema Motlanthe, a ouvert le Congrès avec un discours de bienvenue.... Il a exprimé ses remerciements pour le soutien constant de l'IS dans les luttes du peuple africain contre le colonialisme et le racisme, soulignant l'importance du fait que cette réunion ait lieu durant la célébration du centenaire de l'ANC. (*Rapport du secrétaire général de l'IS)*

Pas de place pour les ouvriers en lutte dans le congrès.

Le Congrès a continué le deuxième jour avec le prochain thème principal, renforcer la démocratie. Le débat a commencé par un discours d'ouverture spécial du Président de la République de l'Afrique du Sud et de l'ANC, son excellence Jacob Zuma.

En tant que tel, le PS n'a rien à dire. Aucun communiqué après le massacre. Cependant, la représentante du Parti « socialiste » français intervient au congrès de l'IS... pour plaindre le président de l'Afrique du Sud.

manifestation des grévistes de Ma

> *La tragédie que vient de connaître l'Afrique du Sud à la mine de Marikana est terrible. Elle a créé un choc ici et dans le monde entier. Un traumatisme. Toute notre solidarité va aux familles des mineurs victimes. Mais toutes nos pensées vont dans cette épreuve au gouvernement du Président Jacob Zuma qui doit faire face à cette blessure, notre solidarité au moment où il cherche des solutions pour répondre aux problèmes qui nourrissent le terreau de la révolte et des violences. Et je dois dire que les solutions seront trouvées parce que l'on connaît l'idéal d'humanisme qui anime les dirigeants de ce grand pays d'Afrique du Sud.* (Ségolène Royale, 30 août 2012)

De façon hypocrite, le Parti « communiste » français maintient son soutien à l'Alliance tripartite et au gouvernement bourgeois malgré le massacre des mineurs.

> *Le PCF réaffirme sa solidarité avec l'ensemble des forces politiques et syndicales d'Afrique du Sud dans leur lutte pour réduire les inégalités, pour le progrès et la justice sociale dans un véritable État de droit.* (PCF, 17 août 2012)

« L'ensemble des forces politiques » avec lesquelles le PCF est solidaire, c'est l'ANC et le gouvernement bourgeois tripartite. Le Parti de gauche, d'habitude si bavard, ne fait même pas semblant de s'indigner, il reste muet.

Le même jour, le communiqué de Lutte ouvrière ne dit pas un mot des appels à la répression du COSATU dirigé par le SACP ni de l'appartenance du SACP au gouvernement.

> *De nouveaux affrontements avec la police ont éclaté jeudi et fait au moins vingt-cinq morts parmi les mineurs en grève de la mine de platine Lonmin, à Marikana. Depuis le début du conflit, des dizaines de grévistes sont morts sous les balles de la police. Depuis vendredi 10 août, des centaines de grévistes réclament des augmentations de salaires. Payés l'équivalent de 400 euros par mois, ils vivent dans des taudis accolés à la mine, sans eau courante.* « C'est notre travail qui fait la richesse des sociétés minières et nous ne pouvons pas nous offrir une vie décente », *expliquait l'un d'eux. Contrairement à ce que prétendent certaines bonnes âmes, la lutte de classe est bien toujours présente. Parfois féroce. La preuve.* (LO, 17 août 2012)

L'ISO cliffiste des États-Unis et la « 4e Internationale » pabliste publient les déclarations d'*Amandla* (membre du Democratic Left Front) qui renvoie dos à dos la bureaucratie du NUM et les ouvriers grévistes.

> *Il s'agit malheureusement aussi d'une défaite de la direction syndicale : en premier lieu de la NUM, qui voit chaque opposition à sa direction comme criminelle, considérant a priori qu'elle est nécessairement une création de la Chambre des Mines. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Il s'agit également d'une défaite de la direction de l'Association of Mining and Construction Union (AMCU), qui agit de manière opportuniste dans le but de recruter des membres mécontents de la NUM, mobilise les travailleurs autour de demandes irréalistes et échoue à condamner la violence de ses propres membres.* (*Inprecor*, octobre 2012)

Pour une perspective de révolution permanente

À ce jour, le mouvement de grève qui traverse le pays perdure et rien ne garantit à la bourgeoisie que les accords signés et les concessions salariales assureront durablement la paix sociale. Les mineurs de Marikana dont la grève a pris fin suite aux accords du 18 septembre ont à nouveau débrayé un mois après. Les travailleurs de Modder East, pourtant défaits en juin, sont toujours en grève fin octobre. L'incapacité à redistribuer les terres, les conditions de vie et de travail du prolétariat sud-africain, les disparités entre Noirs et Blancs, le luxe affiché des responsables des organisations de l'Alliance font du pays une poudrière.

Mais en l'absence d'une internationale ouvrière capable de fixer une ligne politique pour défaire les capitalistes, les travailleurs d'Afrique du Sud risquent de tâtonner et de s'embourber avant d'avoir porté un coup décisif à la bourgeoisie.

Face au front populaire au service de la contre-révolution, tous les travailleurs du monde doivent soutenir les mineurs en grève et les organisations ouvrières qui rompent avec la bourgeoisie.

L'auto-organisation des masses est la meilleure école pour hâter la maturation politique du prolétariat sud-africain afin qu'il prenne conscience de ses intérêts et du fait que ceux-ci ne peuvent être satisfaits sous le mode de production capitaliste mais nécessitent au contraire la prise du pouvoir et la construction d'un parti prolétarien révolutionnaire guidé par le marxisme pour mener cette tâche à bien.

Sur l'Afrique du Sud : *Révolution socialiste* n° 31, n° 24

mineurs en grève de Marikana, / agence Reuters

Coordination des comités de grève de Rustenburg, 5 octobre

Tous unis dans la grève !

Avec à présent plus de 100 000 travailleurs des mines, notre grève pour un salaire décent se répand à travers l'Afrique du Sud. Nous avons entamé le combat contre les capitalistes les plus puissants qui dirigent ce pays. Notre ennemi est soutenu par le gouvernement, ses policiers et ses soldats et aussi malheureusement par nos dirigeants syndicaux. Mais en tant que travailleurs nous avons le pouvoir de gagner cette bataille – nous avons juste besoin de nous unir et de faire grève comme une seule et unique force !

Travailleurs en grève, restez forts – notre grève devient plus puissante à chaque heure ! Travailleurs pas encore en grève – la lutte unie est la seule façon de défendre les emplois, d'obtenir des salaires décents et un futur pour nos enfants. Rejoignez-nous !

Pour l'unité d'action, nous nous organisons dans des comités de grève qui ne sont pas liés aux syndicats. À Rustenburg nous avons formé une coordination des comités de toutes les mines en grève. Nous appelons tous les comités de grève, dans le platine, l'or, le charbon, le fer, les diamants, le chrome etc. à nous rejoindre et à former une coordination nationale des comités de grève pour mener ce combat jusqu'à la victoire. Nous appelons les communautés à se joindre aux comités de grève des travailleurs et aux forums de quartiers ! Les patrons des mines ont échoué – il est temps de prendre en charge les mines pour que les travailleurs qui créent la richesse et les communautés qui en ont besoin pour se développer puissent décider démocratiquement comment s'en servir. Amandla ! [cri de guerre traditionnel anti-apartheid, RS]

Manifestation à l'Union Buildings le 13 octobre !

Nous voulons :

- ✓ La justice pour tous les travailleurs tués, blessés et arrêtés de Marikana !
- ✓ Le retrait de la police et de l'armée des mines !
- ✓ Connecter toutes les grèves des mines dans une grève nationale – Construire une coordination nationale des comités de grève
- ✓ Une grève générale pour soutenir les mines en grève et les travailleurs du transport, pour un salaire national décent de 12 500 rands [1 134 euros, RS]
- ✓ La fin de la sous-traitance, contrat à durée indéterminée, paie égale pour travail égal !
- ✓ Nationalisation des mines sous le contrôle démocratique des ouvriers et des communautés !

Sur l'élection présidentielle au Venezuela

L'élections présidentielle a lieu le 7 octobre au Venezuela. Le président Hugo Chavez, issu de l'armée, bonaparte nationaliste, chantre de la « révolution bolivarienne », sollicite pour la troisième fois les suffrages. Cette candidature est soutenue par des partis ouvriers bourgeois du monde entier (une délégation du Parti de gauche venue de France participe à la campagne) et même par des courants « trotskystes » comme la TMI, au nom de « l'anti-impérialisme », de la « révolution citoyenne en marche », etc.

Certes, le colonel Chavez, comme tous les dirigeants bourgeois nationalistes, comme le colonel Perón l'avait fait avant lui en Argentine, a parfois utilisé la mobilisation populaire pour desserrer un peu l'étau de la pression impérialiste au profit de la bourgeoisie nationale. Il a dû en retour concéder aux masses quelques miettes, aujourd'hui entièrement remises en cause avec la crise.

Les communistes soutiennent tout pas réel contre l'impérialisme de la part des pays opprimés et soutiennent un pays opprimé en but à une agression impérialiste, quel que soit le gouvernement (comme lors de la tentative de coup d'État contre Chavez en 2002). Cependant, seule la classe ouvrière et l'internationale ouvrière peuvent éradiquer le capitalisme mondial.

Mais il s'agit d'élections. Et, en fait de révolution, Chavez au pouvoir et son parti le PSUV préservent l'armée et la police bourgeoises, refusent la distribution des terres aux paysans et l'expropriation des groupes industriels et bancaires nationaux, tentent d'intégrer les syndicats à l'État bourgeois, limitent le droit de grève et tolèrent les assassinats de syndicalistes.

En fait d'anti-impérialisme, le colonel Chavez protège toutes les grandes sociétés étrangères, Chevron, Ford, Mitsubishi, Total, Alstom, etc. qui opèrent librement au Venezuela et il collabore avec les impérialismes russe et chinois.

En fait d'internationalisme, le colonel Chavez fraternise avec le régime qui restaure le capitalisme à Cuba, il soutient ouvertement les dictateurs sanguinaires en Iran ou en Syrie, comme il avait soutenu Kadhafi en Libye. Le colonel Chavez et ses soutiens internationaux prétendent qu'il est le seul recours en *« défense de la révolution »* face à Capriles, candidat de la fraction de la bourgeoisie liée plus directement à l'impérialisme. Mais c'est Chavez lui-même et son PSUV qui sont les artisans du renforcement de la bourgeoisie au Venezuela, en même temps que leur politique décourage et écoeure des secteurs entiers de travailleurs des villes et des campagnes. C'est Chavez lui-même qui a amnistié les auteurs des deux putschs militaires avortés.

Soutenir le colonel Chavez dans cette élection, c'est soutenir sa politique contre la classe ouvrière au Venezuela, à Cuba, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, c'est tenter de désarmer les masses en présentant un colonel et le président d'un pays capitaliste comme un sauveur suprême, un guide qui les mènerait au socialisme.

Dans ces conditions, le CoReP et le CCI(T) soutiennent la seule candidature ouvrière à l'élection présidentielle du 7 octobre, celle du militant Orlando Chirino, membre du PSL (Parti socialisme et liberté), ancien ouvrier du pétrole licencié, combattant contre l'intégration des syndicats à l'État bourgeois, malgré l'opportunisme dont son courant international, l'UIT, fait souvent preuve.

Les positions justement défendues par Chirino contre l'austérité capitaliste, contre le paiement de la dette publique par les travailleurs, pour la nationalisation de banques et des grands groupes industriels sous contrôle des travailleurs, pour la distribution de la terre aux paysans, pour la reconnaissance des droits des Indiens, pour l'indépendance des syndicats, etc. sont utopiques sans révolution prolétarienne, sans conseils ouvriers et paysans, sans prise du pouvoir, sans démantèlement de l'appareil répressif de l'État, sans un gouvernement ouvrier et paysan luttant pour les États-Unis socialistes d'Amérique latine.

4 octobre 2012
Bureau du Collectif révolution permanente
Direction du CCI(T) / France

Chavez et Mélenchon à Caracas, 5 juillet 2012

Chine
L'affirmation de l'impérialisme chinois et les tâches du prolétariat

Le plus grand des « pays émergents »

Le 18e congrès du Parti « communiste » chinois vient de préparer en grande pompe le changement de la direction de l'État qui sera ratifié par le Parlement en mars. À cette occasion, il est apparu que les battus de la course au pouvoir politique (comme Bo Xilai) étaient directement liés, par leurs familles, à des entreprises capitalistes. Pourtant, les vainqueurs (Xi Jinping, Li Keqiang) représentent tout autant cette classe sociale de capitalistes, comme leurs prédécesseurs (Hu Jintao, Wen Jiabao).

> *Le premier ministre Wen Jiabao a toujours affiché son souci des plus défavorisés. L'image a été peaufinée par la propagande d'un régime toujours communiste dans les discours qui a adopté dans les faits le capitalisme... Une enquête détaillée du* New York Times *sur la fortune accumulée par ses proches –la bagatelle de 2,7 milliards de dollars– notamment par sa femme Zhang Beili, surnommée* « la reine des diamants » *en raison de sa mainmise sur ce commerce, porte un coup à cette belle image.* (*Le Monde*, 30 octobre 2012)

Cette nouvelle bourgeoisie est issue de la restauration capitaliste opérée à partir de 1991 par l'ancienne bureaucratie qui contrôlait l'État ouvrier dégénéré, de sa mutation en propriétaires d'entreprises et de la fusion de ceux -ci avec les capitalistes chinois de Hong Kong et d'autres issus de l'émigration. Elle mène, à l'intérieur, une lutte de classe implacable pour maintenir sa domination et son exploitation du prolétariat dont les rangs croissent et dont les combats collectifs ont commencé, et, à l'extérieur, à l'exportation du capital, à une domination croissante sur des pays africains et asiatiques ainsi qu'à un affrontement inévitable avec les vieilles puissances impérialiste pour le repartage du monde.

La Chine, grâce à l'exploitation d'une classe ouvrière de centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants obligés de vendre leur force de travail, crée 15 % de la production manufacturière mondiale. Son économie est tributaire de l'exportation de ces marchandises qui représente 40 % de son PIB en 2011. La Chine assure aujourd'hui 10 % du commerce mondial de marchandises contre seulement 5 % en 2004. Elle produit 50 % des téléphones portables du monde, 40 % de l'acier, 25 % des téléviseurs, 25 % des porte-conteneurs et navires pétroliers, 15 % des automobiles et 70 % des jouets. Elle est devenue le 6e exportateur d'armes (Sipri, 19 mars 2012).

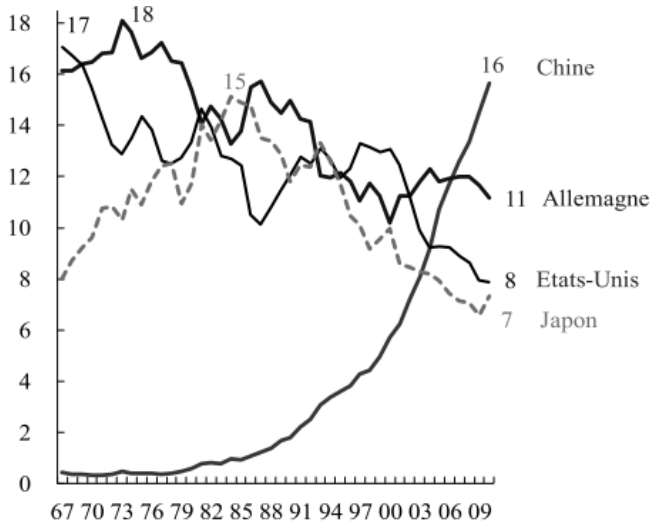
Le produit intérieur brut de la Chine est le deuxième du monde, derrière les États-Unis, devant le Japon et l'Allemagne. Le pays est le premier exportateur de biens du monde, devant l'Allemagne, les États-Unis et le Japon, et le quatrième exportateur de services. Sa monnaie, le yuan, commence à jouer un rôle régional en Asie. Son marché intérieur, un des rares à s'étendre, intéresse tous les capitaux, nationaux et étrangers, puisque les travailleurs sortent de la misère et que, surtout, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie urbaine estimées à 150 millions de personnes s'enrichissent. La Chine est en train de devenir un marché où l'on peut vendre des marchandises en grande quantité comme on peut les produire. L'État a généralement imposé, dans l'intérêt du capital national, aux investisseurs étrangers des co-entreprises et des « transferts de technologie ».

La Chine suscite les mêmes craintes et espoirs que le Japon dans les années 1980. Certains porte-paroles de la bourgeoisie espèrent que ce sera le nouveau « moteur de la croissance mondiale », relayant le

Brochure du GB, 2 euros par correspondance, 1 euro auprès des militants
voir aussi *Révolution socialiste* n° 28, n° 18, n° 5

Principaux exportateurs de biens manufacturés de 1967 à 2010:
Parts du marché mondial, en %

source : CEPII



Japon, les États-Unis en déclin et l'Union européenne qui semble sur le point de se disloquer ; d'autres brandissent un nouvel épouvantail pour justifier le militarisme et le protectionnisme.

> *Ils volent notre propriété intellectuelle, nos brevets, nos modèles, notre technologie, piratent nos ordinateurs et copient nos produits.* (Mitt Romney, *Le Monde*, 26 octobre 2012)

> *Lors d'un sommet organisé à Vientane, la capitale du Laos, devant des représentants de 50 pays d'Europe et d'Asie, le président français s'est fendu d'une charge contre la « concurrence déloyale » du yuan chinois. (La Tribune,* 5 novembre 2012)

> *PSA continue à développer ses capacités de production en Chine...* (*L'Humanité dimanche,* 13 septembre 2012)

> *Le bilan du libre-échange mondial proposé par l'Organisation mondiale du commerce est un désastre. On a laissé entrer la Chine dans l'OMC sans aucune contrepartie.* (Arnaud Montebourg, *Le Figaro,* 22 octobre 2012)

20 ans d'extorsion de plus-value absolue

La répression par l'armée de la révolte étudiante et ouvrière de 1989 a supprimé tout obstacle à la restauration capitaliste par la bureaucratie privilégiée qui usurpait le pouvoir des travailleurs depuis 1949. Après une lutte interne au sein d'un parti qui se réclamait encore de Staline et de Mao, Deng Xiaoping a déclenché la marche consciente au capitalisme entre 1990 et 1992 sous forme de « zones économiques spéciales » livrant les ouvriers chinois aux capitalistes étrangers. Dans les années qui suivirent, l'écrasante majorité des producteurs des villes et des campagnes a été transformée en prolétaires contraints de vendre leur force de travail, souvent dès 15 ans, avec le corollaire de ce « marché du travail » : la précarité de l'emploi et la création d'une armée de réserve (probablement 10 % de chômeurs dans la population active). *« L'économie socialiste de marché »* (sic) a supprimé en 1994 la planification (le plan qui subsiste n'a pas plus de portée que ceux des débuts de la 5e République française) et privatisé la plus grande partie des entreprises (93 % des entreprises sont désormais privés). Surtout, les capitalistes peuvent acheter librement la force de travail, tandis que le parti unique et l'appareil répressif de l'État bourgeois interdisent toute organisation indépendante au prolétariat.

> *Les profits des entreprises, en part de la valeur ajoutée, sont passés de 10,6 % en 1995 à 21,6 % en 2005. (Problèmes économiques,* 15 février 2012)

À cause de la restauration du capitalisme, la Chine a vu s'accroître de manière inouïe les inégalités en matière de santé, d'éducation, de revenus et de patrimoines, bien plus grandes aujourd'hui que celles des États-Unis. Les 10 % les plus riches accaparent 45 % des richesses ; les 10 % les plus pauvres n'en obtiennent que 1,5 %. Le coefficient de Gini qui mesure les inégalités est passé en trente ans de 28 % à 44,7 % (États-Unis : 40 % ; France: 32 % ; Japon : 25 % ; Suède : 25 %). À un pôle de la société quelques centaines de milliers de capitalistes, propriétaires des principaux moyens de production et leurs familles, dont la consommation ostentatoire rivalise avec celle de l'élite bourgeoise des vieux centres impérialistes.

> *Il y a en 2011, 115 milliardaires en dollars et 875 000 millionnaires, dont 55 000 possédant plus de 10 millions d'euros.* (Anne-Marie Pradines, Hélène Lafaye, *La Chine,* Ellipses, 2012, p. 145)

> *Zong Quinghou qui est à la tête du groupe Wahaha est redevenu le plus riche du classement avec une richesse estimée à 12,6 milliards de dollars.* (*The Economist,* 29 septembre 2012)

Quoique le revenu moyen reste très faible, la Chine est devenue, grâce à cette minorité de bourgeois, un des principaux débouchés de l'industrie du luxe.

> *Les millionnaires sont de plus en plus nombreux : la barre du million d'individus a été franchie, ce qui situe la Chine au troisième rang mondial, derrière les États-Unis et le Japon. À l'horizon de 2020, la Chine sera devenue le premier marché du luxe, totalisant 106 milliards de dollars grâce à une croissance insolente de 23 % par an sur la prochaine décennie.* (*Les Échos,* 26 septembre 2012)

À l'autre pôle de la société, la classe ouvrière grandit. On l'estime à 400 millions de salariés. Chaque année, ce sont entre 10 et 15 millions de jeunes paysans qui arrivent en ville pour y travailler. Les 240 millions de migrants de l'intérieur (mingongs) sont discriminés car leur passeport intérieur (hukou) leur interdit de vivre en ville sans emploi et les prive de l'accès aux services sociaux des villes (santé, enseignement, logement).

> *Pour eux, point de sécurité d'emploi ni d'avantages sociaux, pour leurs enfants pas de scolarisation. Ce sous-prolétariat d'origine rurale ne peut compter que sur sa force de travail pour survivre. Employé dans le secteur non étatique, il fournit la foule des manœuvres qui bâtissent les gratte-ciel, des ouvriers qui travaillent pour l'exportation, des cyclo-pousses, des chiffonniers, des nourrices, des domestiques, des prostituées. Victimes d'une forte discrimination et tenus à l'écart par la population et les autorités de la ville, ils vivent à la marge de la société, logent sur leurs chantiers, sous la toile de dortoirs temporaires, dans des huttes ou abris de fortune. Ils compensent l'infériorité de leurs salaires par l'accumulation d'heures supplémentaires.* (Marie-Claire Bergère, *Capitalismes et capitalistes en Chine,* Perrin, 2007, p. 250)

Le salaire mensuel urbain est en moyenne l'équivalent de 380 euros, tous les travailleurs sont tenus de travailler 12 à 15 heures par jour, 6 jours sur 7. Toutes les brimades sont exercées par les patrons : confiscation des papiers des travailleurs, amendes, heures supplémentaires non rémunérées, sévices...

> *La loi de 2008 était censée imposer un contrat de travail à durée indéterminée, avec des compensations en cas de licenciement. Mais les entreprises ne la respectent pas. Une grande partie des travailleurs ne bénéficient toujours pas de contrats de travail. La précarité est la règle. Certaines entreprises, profitant de la crise, ont mis la clé sous la porte (surtout dans le sud du pays, dans le Guangdong) puis se sont reconstituées en réemployant leurs salariés sans leur reconnaître aucune ancienneté, parfois 30 % moins cher qu'avant !* (Anne-Marie Pradines, Hélène Lafaye, *La Chine,* Ellipses, 2012, p. 146)

Les entreprises qui ont fait 1 000 milliards de yuans de profits en 2010 n'ont versé que 2 milliards à la sécurité sociale. Aucune indemnisation du chômage n'existe et la couverture maladie reste plafonnée. Les accidents du travail sont légion. Plus de 3 000 mineurs meurent chaque année pour extraire le charbon. Les retraites restent faibles. Des villes et des provinces (comme Shanghai) tentent de repousser l'âge légal de la retraite de 60 à 65 ans.

Les conflits fonciers ne cessent de croître car les petits paysans et les citadins pauvres sont victimes de l'accaparement des terrains par les capitalistes immobiliers, appuyés par les autorités locales et la police.

La pollution est démentielle, suscitant des mouvements de protestation. Le pays est devenu le plus grand émetteur de CO_2 dans le monde, devant les États-Unis. La pêche est interdite dans 70 % des rivières à cause de la pollution. L'urbanisation et la déforestation dégradent les terres arables et le climat. L'impunité des capitalistes conduit à des catastrophes comme l'absence de constructions aux normes sismiques (2 000 morts et plus de 12 000 blessés lors du tremblement de terre de Yushu en 2010), la contamination des aliments, de l'air et même du lait pour bébés (des dizaines de morts et des centaines de malades en 2008 qui ont conduit certains avocats des familles en prison). Les maladies respiratoires et les cancers sont en croissance exponentielle.

La mutation du capitalisme chinois en impérialisme

Sans la révolution de 1949 et l'expropriation des capitalistes et des propriétaires fonciers en 1950, la Chine serait restée divisée, sous-développée, dominée par les puissances impérialistes [voir *Cahier Bolchevik* n° 8]. Lors de la guerre de Corée, la révolution chinoise a défié l'impérialisme le plus puissant de la planète et a réussi à le contenir. Cet épisode a préparé la victoire en 1975 de la révolution vietnamienne sur l'impérialisme américain.

Sur la base de l'unification nationale, de l'industrialisation permise par la collectivisation de l'économie, de la taille du pays et de ses ressources en main-d'œuvre, la nouvelle bourgeoisie s'affirme de plus en plus comme une puissance mondiale en profitant en particulier des difficultés de l'ancien impérialisme hégémonique, les États-Unis. Elle y est inéluctablement conduite pour s'assurer des débouchés et des ressources. Contrairement à ce que ses dirigeants prétendent et que quelques thuriféraires (comme l'économiste Aglietta) reprennent, la bourgeoisie impérialiste chinoise ne sera pas plus pacifique et plus respectueuse des peuples que celles qui l'ont précédée sur la voie de la domination impérialiste.

La Chine est le deuxième importateur du monde. Du Japon et de Corée du Sud, elle reçoit des pièces et des composants qui sont assemblés ou finis avant d'être vendus dans le monde entier. Tout en détenant le quasi monopole de l'extraction des « terres rares », métaux nécessaires à l'industrie de haute technologie, elle importe massivement d'autres minerais, du pétrole, des produits agricoles.

> *Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées...* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme,* 1916)

L'État aide ses groupes à s'assurer leurs approvisionnements.

> *La Chine s'est implantée dans quelques pays clés, comme l'Angola, premier producteur du continent, qui lui fournit près de 600 000 barils par jour. Soit près d'un quart de la production de ce pays lusophone. Mais elle ne se contente pas d'acheter, elle exploite aussi des gisements. Elle est le deuxième producteur en Angola dans plusieurs zones d'exploitation, attribuées en 2005 à Sinopec. Cette société d'hydrocarbures est, avec ses consœurs CNPC et CNOOC, le fer de lance chinois en Afrique. La CNPC est la tête de pont de cette industrie au Soudan...* (*L'Expansion,* décembre 2009)

Parmi les 500 plus grandes entreprises mondiales, 73 sont chinoises, derrière les États-Unis (132) mais devant le Japon (68).

> *Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs.* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme,* 1916)

Ces grosses entreprises sont cotées aux bourses de Shanghai et de Hong-Kong et concurrencent dans le monde entier leurs rivales européennes, japonaises et étasuniennes dans de nombreuses branches : gaz et pétrole (CNPC, PetroChina, Sinopec, CNOOC), mines (Chinalco, CSE...), télécommunication et électronique (Huawei, ZTE, TCL, Lenovo, Haier, China Mobile...), BTP (Covec, CECI, CGG...), industrie ferroviaire (China Railway Construction), transports maritimes et ports (COSCO group, Hutchison Whampoa, CSSC, CSIC...), chimie (ChemChina, Sinochem), automobile (SAIC, BAIC, Geely, BYD, DFM...), sidérurgie (Baosteel...), électricité (SEG...), banque (BC, ICBC, CCB, ABC...).

> *Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des marchandises. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des capitaux.* (Vladimir Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916)

Les « monopoles » chinois, non contents d'exporter leurs produits, s'installent de plus en plus à l'étranger, y fondent des filiales ou y rachètent des entreprises. Ridicules il y a une dizaine d'années, les « exportations des capitaux » de la Chine progressent sans cesse :

> *Entre 2008 et 2010, les investissements directs de la Chine en Europe ont été multipliés par six. Entre octobre 2010 et juin 2011, les emplettes européennes des Chinois se sont élevées à près de 64 milliards d'euros, la moitié des achats cumulés depuis 2008.* (*L'Expansion*, décembre 2011)

> *Les investissements directs à l'étranger de la Chine ne cessent de croître. Près de 20 % des quelques 227 milliards de dollars d'investissements chinois effectués à ce jour l'ont été en 2009, une poussée d'autant plus remarquable dans le contexte de la chute, cette même année, du montant mondial des IDE. (Problèmes économiques*, 15 février 2012)

Le gouvernement avait cautionné, au Conseil de sécurité de l'ONU, l'intervention militaire des impérialismes occidentaux en Libye. Il affirme qu'on ne l'y reprendrait plus. Hu Jintao a refusé de voter des sanctions contre le régime syrien. En effet, celui-ci est, comme l'Iran, un allié du bloc impérialiste russo-chinois.

La montée du militarisme

À l'abri de l'ONU, l'État chinois a participé depuis 20 ans à 18 opérations de « paix » qui permettent d'entraîner son armée, d'étudier les autres et d'intervenir à l'étranger. L'armée compte 2,3 millions de militaires et son budget augmente de 15 % chaque année.

> *En 2011, le budget de la défense était de 91,7 milliards de dollars, supérieur de 80 % à celui du Japon et de 200% à celui de l'Inde. De 1 à 20 en 2000, l'écart avec les États-Unis est tombé à 7.* (Shen Dingli, *Manière de voir*, juin 2012)

La Chine arrive juste derrière les États-Unis pour ses dépenses en moyens de destruction. Elle s'est dotée d'un premier porte-avions. L'avion furtif J-20 a fait un premier essai le 11 janvier 2011, le jour même de la visite en Chine de Robert Gates, secrétaire américain à la Défense. Ils s'ajoutent aux 60 sous-marins, au réseau de satellites et à l'armement nucléaire.

L'État chinois entend contrôler le détroit de Malacca par où passe, entre autres, son approvisionnement en pétrole (et celui du Japon) et desserrer l'encerclement militaire de l'impérialisme américain. L'armée participe à des manœuvres militaires au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai créée en 2001 avec la Russie et plusieurs pays d'Asie centrale. Elle édifie des bases navales (le « collier de perles ») tout au long de ses axes maritimes. En mer de Chine, le militarisme conduit à des frictions avec tous ses voisins (Japon, Corée du Sud, Vietnam, Taiwan et Philippines). Les démonstrations de force à l'appui de la revendication des îles Senkaku incitent le Japon à renforcer son alliance avec les États-Unis. Ces derniers ouvrent une nouvelle base en Australie, multiplient les manoeuvres militaires avec l'armée japonaise et sud-coréenne, signent des accords de coopération militaire avec les Philippines, le Vietnam, arment Taiwan.

Le climat chauvin entretenu par le gouvernement du PCC a débouché sur des agressions de Japonais par des bandes fascisantes. Alors que la presse est censurée , un journal a pu suggérer de bombarder le Japon avec l'arme atomique. Les revendications territoriales, la réactivation des sentiments antijaponais servent d'exutoires aux mécontentements social et politique grandissants.

Et l'armée hypertrophiée peut aussi servir à réprimer les minorités nationales, la jeunesse et les travailleurs, si la police en uniforme et la police politique ne suffisent pas.

De multiples oppressions

Pour maintenir l'exploitation et l'oppression, la police est sans cesse renforcée.

> *Selon les statistiques officielles, le budget de la sécurité intérieure s'élève à 514 milliards de yuans (54,2 milliards d'euros) pour 2010, soit une hausse de 16 % par rapport à l'année précédente... Il atteint désormais le niveau du budget de la défense nationale. Ainsi le coût du maintien de la stabilité est de plus en plus élevé et le personnel qui en est chargé de plus en plus nombreux.* (Jing Jun, Sun Liping, Shen Yuan et Guo Yuhua, *Manière de voir*, juin 2012)

Les libertés démocratiques sont restreintes. Sauf à Hong-Kong, seul le PCC est autorisé. Il accueillerait plus de 60 % des patrons dans ses rangs. Seule sa confédération syndicale est autorisée. Souvent, le syndicat de l'entreprise est présidé par le patron lui-même.

Les minorités nationales, en particulier les Tibétains et les Ouïghours, ne sont pas moins opprimées par l'État capitaliste que par la bureaucratie mao-stalinienne. En juillet 2009, la police a réprimé une révolte des Ouïghours, en causant 197 morts et plus de 1 600 blessés au Xianjiang. L'armée impérialiste joue un rôle décisif pour exploiter ces colonies intérieures.

> *Toujours sous contrôle de l'Armée populaire de libération, ces « brigades militaires » administrent 1,9 million d'habitants ; lèvent l'impôt dans les districts qu'elles dirigent ; possèdent 1 500 groupes industriels, commerciaux ou de construction dont plusieurs cotés en bourse, et deux universités ; contrôlent un tiers des surfaces cultivées du Xianjiang, un quart de la production industrielle, entre la moitié et les deux tiers des ex-*

portations. (Martine Bulard, *Manière de voir*, juin 2012)

Les ouvriers immigrés africains sont les premières victimes du nationalisme et de la xénophobie.

En juillet 2009, un raid policier a failli mal tourner. Pour échapper à la police, deux Nigérians se sont défenestrés. Tous deux s'en sont sortis. Mais la rumeur de leur mort s'est rapidement propagée, donnant lieu à la première manifestation d'immigrés étrangers en Chine. (Tristan Coloma, *Manière de voir*, juin 2012)

Pour assurer la cohésion sociale, le régime recourt au nationalisme et même à la religion. Le gouvernement a financé dans le monde plus de 200 centres de diffusion de la doctrine de Confucius. Celui-ci défendait l'unité de la Chine autour de son empereur contre les ennemis de l'extérieur...

La situation des femmes a régressé avec la restauration du capitalisme. L'avortement est souvent utilisé pour s'assurer que l'enfant unique est un garçon. Le déséquilibre démographique des sexes est tel qu'une partie significative des hommes pauvres est vouée au célibat, tandis que les hommes riches disposent de concubines.

Le sida, que le gouvernement minimise, se développe sans politique de prévention ni accès gratuit aux soins.

Le capitalisme chinois dans la crise mondiale

En 2008-2009, quand les PIB des États-Unis, du Japon, d'Allemagne, etc. baissèrent, celui de la Chine continua d'augmenter même si la croissance ralentit.

Comme dans tous les pays capitalistes, la crise mondiale a abouti à la destruction d'une partie du capital excédentaire et accéléré la concentration du capital.

La crise de ces PME chinoises est symbolisée par l'incroyable épidémie de banqueroutes dans la ville de Wenzhou, au cœur de la province exportatrice du Zhejiang. La presse chinoise affirmait jeudi que, depuis le début de l'année, plus de 200 patrons s'étaient enfuis ou se cachaient, après que leurs caisses se sont asséchées. D'autres se sont suicidés. Quelque 20 % des 360 000 PME de la région auraient déjà dû fermer boutique, faute d'argent. Et la situation devrait empirer en janvier, au moment du Nouvel An chinois, période où traditionnellement les patrons profitent des vacances pour disparaître sans payer leurs salariés. (Le Figaro, 13 octobre 2011)

Le secteur bancaire chinois est dominé par les cinq grands établissements d'État qui détiennent 50 % des actifs totaux du secteur. L'explosion du crédit bancaire en 2009 a concerné toutes les banques, y compris les petites, mais, les cinq grandes récupèrent une part plus importante de dépôts que les petites banques moins liquides et sans soutien des autorités. (Problèmes économiques, 15 février 2012)

Comme dans tous les pays capitalistes, la classe ouvrière a fait les frais des fluctuations économiques et de l'inflation. Les capitalistes ont licencié 20 millions de travailleurs en 2008-2009, sans indemnité ni protection sociale. Des millions de « mingongs » sont alors repartis dans les campagnes. Le gouvernement de Hu Jintao a aussi gelé, durant tout 2009, le salaire minimum.

Comme dans tous les pays capitalistes, l'État a stimulé artificiellement la demande par un « plan de relance » comportant deux volets : un budgétaire (l'augmentation des dépenses publiques de l'État, des provinces et des villes), l'autre monétaire (les facilités du crédit).

L'annonce par le gouvernement chinois, en novembre 2008, d'un plan de relance de 4 000 milliards de yuans (585 millards de dollars) a entraîné une surenchère de déclarations, de plans complémentaires (ministères techniques, autorités locales)... La forte mobilisation des banques a été préparée dès septembre 2008 avec les réductions successives du taux de réserves obligatoires (principal instrument de politique monétaire en Chine) lesquelles ont permis d'injecter près de 1200 millards de yuans dans un système bancaire qui était déjà très liquide. (Ambassade de France, *Bulletin économique Chine,* mai 2009)

Comme dans tous les pays capitalistes, le volet budgétaire donnait la priorité à l'investissement sur la consommation. Mais, comme tous les pays capitalistes producteurs d'automobiles, il a comporté en 2009-2010 une « prime à la casse » pour subventionner l'achat de véhicules individuels (4 milliards de yuans).

La croissance, qui reste forte (7,8 % en 2012, selon la dernière estimation du FMI), n'a cependant pas rattrapé le rythme d'avant la crise mondiale. Et, comme dans tous les pays capitalistes, les remèdes keynésiens préparent la prochaine crise : surcapacités de production, inflation, bulle immobilière, dette publique, fragilisation des banques...

Dopé par le coût artificiellement bas du capital et la faiblesse des impôts sur les entreprises, le taux d'investissement a vraisemblablement franchi la barre des 50 % du PIB en 2010, contre 38 % en 1988. En valeur absolue, le montant de l'investissement en Chine dépasse désormais celui des États-Unis. S'ils traduisent la vigueur du capitalisme chinois, ces chiffres ne témoignent pas moins d'un fantastique gaspillage de capital. On estime ainsi que les deux tiers des branches d'activités industrielles – en particulier l'acier, le ciment, l'aluminium et la chimie – se trouvent en excès de capacité. (Alternatives économiques, 2e trimestre 2011)

Sa réponse à la crise a consisté à accroître encore l'investissement. De surcroît, la Chine dépend fortement de l'investissement dans le secteur de la construction : au cours des treize dernières années, l'investissement dans le logement a crû à un taux annuel de 26 %. Une telle croissance ne se poursuivra pas. (*Financial Times,* 20 mars 2012)

Comme dans tous les pays capitalistes, la crise et ses conséquences ont ébranlé la confiance des producteurs et des jeunes en formation dans le capitalisme

et dans « l'harmonie sociale » que le gouvernement prétend instaurer.

Vagues de grèves et débuts d'organisation

Fin 2008, les travailleurs ont protesté et ont fait grève pour le paiement des salaires et leur augmentation face à la hausse des prix du logement (+22 %), de l'alimentation et des produits de première nécessité.

> *Depuis plusieurs mois, à la faveur de la crise mondiale qui frappe les débouchés des exportations chinoises, les mouvements de protestation ouvrière se multiplient, surtout dans les secteurs qui emploient une forte main d'œuvre féminine issue des campagnes. (Alternatives internationales,* mars 2009)

Au printemps et à l'été 2010, les grèves ont d'abord touché les entreprises de l'automobile, un secteur lié aux grandes marques japonaises, américaines et européennes. La plus importante d'entre elles eut lieu dans les usines Honda en mai et juin :

> *Alors qu'il y a quelques années, les grèves étaient spontanées et de courte durée, elles peuvent désormais s'étendre sur plus de quinze jours, comme ce fut le cas de la grève des ouvriers de Nanhai Honda à Foshan qui a duré du 17 mai au 3 juin 2010.* (*Problèmes économiques,* 8 juin 2011)

La grève est partie des plus jeunes et des stagiaires des écoles techniques. La grève de Honda s'est propagée :

> *Après que les ouvriers de Honda Nanhai eurent obtenu une augmentation de 34 % avec un relèvement du salaire de 300 yuans, ce sont les salariés de quatre autres sous-traitants du constructeur automobile japonais qui se sont mis en grève (Fenhu Honda, Honda Lock, Nihon Plast, tous trois situés dans le delta de la rivière des Perles, mais aussi Wuhan Auto Part Alliance, installé dans la capitale du Hubei). Les grèves ont également touché d'autres constructeurs automobiles dans la province du Guangdong puis se sont étendues à d'autres secteurs dans d'autres provinces, alors même qu'elles restaient, jusqu'à récemment, surtout circonscrites au delta de la Rivière de Perles. En tout, ce sont vingt-sept grèves qui ont été comptabilisées en deux mois et le mouvement s'est poursuivi durant tout l'été.* (*Problèmes économiques,* 8 juin 2011)

En octobre 2011, les ouvriers des montres Citizen débrayèrent contre la menace de licenciement. En novembre, les usines de Pepsi, Nike, New Balance et les usines d'assemblage informatique Jingmo ont connu plusieurs journées de grève. En 2012, des grèves ont éclaté dans la sidérurgie et de la chimie pour arracher une augmentation de salaires.

> *Le patron de Foxconn, le célèbre fabricant des iPhone, iPad et autres produits d'Apple, a dû accorder des augmentations d'encore 25 % à ses équipes chinoises en février.* (*Le Monde,* 2 mai 2012)

Des « syndicalistes » du PCC (à gauche) attaquent les grévistes de Honda, 28 mai 2010

Outre l'augmentation significative des salaires dans les mégapoles et l'est, le résultat est la confiance grandissante des travailleurs salariés dans leur force collective et la conscience d'une avant-garde que le parti unique est le rempart des capitalistes. Par expérience, les travailleuses et les travailleurs les plus conscients réalisent que leurs intérêts convergent et que la promesse du parti capitaliste chinois d'une *« société harmonieuse »* est fallacieuse.

Ces luttes, menées en dépit d'une répression intense, victorieuses ou défaites, annoncent que la classe ouvrière a la capacité de combattre non seulement pour diminuer le temps de travail et augmenter le salaire, mais aussi pour les droits démocratiques nécessaires pour lutter collectivement, s'organiser, débattre. Elle est capable de prendre la tête de tous les exploités et opprimés, de contrer la xénophobie, d'empêcher tout affrontement inter-impérialistes, de préserver l'environnement, de garantir le droit des minorités nationales (jusqu'à la séparation), d'émanciper les femmes, de satisfaire les besoins du plus grand nombre. Pour cela, il faut préparer le renversement du régime, la destruction de l'appareil d'État corrompu et répressif, l'expropriation de la classe pillarde et exploiteuse, le contrôle par les producteurs de la production et de la répartition, l'abolition du salariat, bref commencer la révolution socialiste de l'Asie.

Le sort du monde dépend largement de la capacité de cette jeune et gigantesque classe ouvrière à briser le carcan de l'État policier, à rallier les petits paysans et les artisans, les étudiants, les cadres techniques, les minorités nationales.

Pour remplir ce rôle historique, il lui faut édifier ses propres organisations : syndicats, comités, piquets de grève, milices d'autodéfense, parti ouvrier révolutionnaire, authentiquement communiste et donc lié aux travailleurs du monde entier, au premier chef ceux du Japon et du Vietnam. Un parti comme voulaient le bâtir la 3e Internationale de Lénine et de Trotsky et le noyau de jeunes révolutionnaires qui, avec Chen Duxiu, fondèrent en 1921 le Parti communiste, section chinoise de l'Internationale communiste.

Algérie
Le mouvement ouvrier français à l'épreuve du colonialisme (1827-1935)

En cette année 2012, où des deux côtés de la Méditerranée, les gouvernements en place ont célébré le cinquantième anniversaire de la proclamation d'indépendance de l'Algérie (5 juillet 1962), il n'est pas inutile de revenir sur l'attitude des organisations ouvrières françaises en métropole et dans la « colonie », pendant les 132 années qu'a duré la colonisation et particulièrement durant les 8 années de guerre qui ont précédé l'indépendance.

La colonisation de peuplement en Algérie va aboutir, contrairement aux protectorats du Maroc, de la Tunisie et de la Syrie-Liban (où la domination française s'appuie sur les classes dominantes locales et l'appareil d'État hérité de l'empire ottoman), à la liquidation de l'appareil étatique précapitaliste turc et à l'affaiblissement des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie commerciale et usuraire, du clergé musulman qui leur est lié.

> *La colonisation et la décolonisation de l'Algérie ont emprunté une tout autre voie : la conquête militaire puis la politique « d'assimilation » à la métropole devaient conduire à la destruction complète des structures étatiques de la régence turque et au dépérissement des chefferies indigènes. L'appareil de domination coloniale fut ainsi construit de toutes pièces tandis que s'effondraient grandes familles et classes moyennes traditionnelles : lettrés, cadis, marchands.* (Kader Ammour, Christian Leucate, Jean-Jacques Moulin, *La Voie algérienne*, Maspero, 1974, p. 136)

La possibilité que la classe ouvrière prenne la tête de la lutte pour l'émancipation nationale n'en était que plus grande. Mais cette possibilité, qui aurait ouvert la voie du socialisme sur les deux rives de la Méditerranée, nécessitait un parti. Le stalinisme l'a empêchée et a ainsi contribué au prolongement de l'existence de l'impérialisme français et à l'émergence d'un capitalisme algérien dépendant.

La conquête coloniale

Le colonialisme s'inscrit dans la phase d'ascension du mode de production capitaliste, comme élément décisif de son renforcement en Europe et de son extension à l'échelle mondiale.

Au début du 19e siècle, ce qui deviendra l'Algérie est encore une province de l'empire ottoman. En 1827, se saisissant d'un prétexte, la France entame le blocus de la Régence d'Alger. Puis, le 14 juin 1830, la monarchie débarque des troupes. Le 3 juillet 1830, la flotte française entreprend de bombarder la ville. Alger est prise le 5 juillet et le Dey d'Alger signe la reddition. Mais la capitulation ne marque pas la fin des combats. Jusqu'en 1871, le colonialisme français va mener une politique d'extermination des cadres économiques et politiques traditionnels, une politique de spoliation et de déplacement des populations.

> *Là où il y a de l'eau fraîche et des terres fertiles, il faut placer des colons, sans se préoccuper de savoir à qui ces terres appartiennent.* (général Bugeaud, massacreur de l'insurrection parisienne de 1834, *Discours à la Chambre*, 1840)

La colonisation brutale se heurte à l'insoumission des « indigènes » pour conserver leurs terres et s'opposer à l'expropriation, en particulier l'insurrection conduite par Abd El-Kader de 1834 à 1848 que le général Bugeaud est chargé de mater.

> *Depuis la première occupation de l'Algérie par les Français et jusqu'à présent, ce pays malheureux a été l'arène d'incessantes effusions de sang, de rapines et de violences. Chaque ville, grande et petite, a été conquise successivement au prix d'immenses sacrifices. Les tribus arabes et kabyles qui apprécient l'indépendance pardessus tout et pour qui la haine de la domination étrangère est un principe plus cher que la vie elle-même ont été écrasées par de terribles razzias, au cours desquelles leurs habitations et leurs biens ont été brûlés et démolis, les récoltes détruites sur pied et les malheureux survivants massacrés ou livrés à toutes les horreurs de la débauche et de la brutalité... Les bulletins et les journaux français abondent en affirmations concernant la paix et la prospérité en Algérie. Ce n'est cependant qu'un tribut à la vanité nationale. Les régions intérieures du pays ne sont pas colonisées jusqu'à présent. La domination française est parfaitement illusoire, sauf sur le littoral et à la proximité des villes. Les tribus manifestent toujours leur indépendance et leur haine du régime français, et le système atroce des razzias n'a pas été abandonné.* (Friedrich Engels, « Algérie », *New American Encyclopaedia*, 1857)

La 3e République bourgeoise née de l'écrasement de 1e République ouvrière, la Commune de Paris, prend le relais des monarchies et octroie aux colons le domaine forestier, les surfaces non cultivées ainsi que les terres confisquées à titre punitif comme celles qui seront volées aux Kabyles en représailles de leur révolte de 1871.

> *La France avait entrepris la conquête de l'Algérie en proclamant les mots d'ordre de la lutte contre l'esclavage et de l'instauration de la civilisation. La pratique allait bientôt montrer ce qui se cachait derrière ces phrases. On sait qu'au cours des quarante années écoulées depuis la conquête de l'Algérie, aucun État européen n'a changé aussi souvent de régime politique que la France. À la Restauration avait succédé la révolution de Juillet et la royauté bourgeoise, celle-ci fut chassée par la révolution de Février qui fut suivie de la seconde République, du second Em-*

pire, enfin de la débâcle de 1870 et de la troisième République. La noblesse, la haute finance, la petite bourgeoisie, les larges couches de la moyenne bourgeoisie se cédaient successivement le pouvoir politique. Mais la politique française en Algérie demeura immuable à travers ces vicissitudes... La destruction et le partage systématiques et conscients de la propriété collective, voilà le but et le pôle d'orientation de la politique coloniale française pendant un demi-siècle, quels que fussent les orages qui secouèrent la vie politique intérieure... Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entraînait un état de guerre permanent dans la colonie. En outre, la ruine de la propriété collective était la condition préalable à la domination économique du pays conquis ; il fallait en effet arracher aux Arabes les terres qu'ils possédaient depuis un millénaire pour les confier aux mains des capitalistes français. (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital,* 1913, Maspero, *OEuvres* t. 4, p. 50)

En 1870, le second Empire accorde la pleine nationalité aux « indigènes » de religion israélite. Cela permet aux autorités françaises d'introduire la division au sein de la population. En 1889, la 3e République donne sans restriction la nationalité française aux paysans pauvres espagnols et italiens qu'elle installe au détriment des Arabes et des Berbères. Par contre, ces derniers n'ont pas les mêmes droits. Les colonisés « musulmans » restent justiciables de dispositions d'exception. Le *Code de l'indigénat* de 1881 de l'État bourgeois français qui s'affirme le phare de la démocratie dans le monde, interdit les réunions sans autorisation, les déplacements sans permis de voyage, etc. Aux peines individuelles, peuvent s'ajouter des peines ou amendes collectives infligées aux tribus ou aux douars.

À la fin du 19e siècle, le partage du monde entre les puissances capitalistes européennes est en cours d'achèvement. Le congrès de Berlin (1885) partage l'Afrique entre les puissances européennes.

L'opposition entre socialistes à propos du colonialisme

Parmi les multiples organisations socialistes de la fin du 19e siècle, seuls les révolutionnaires, en France le Parti ouvrier (PO) marxiste dirigé par Guesde et Lafargue [voir *Révolution socialiste* n° 34] et le Comité révolutionnaire central (CRC) blanquiste dirigé par Vaillant condamnent toute forme de colonisation. Ainsi, le Congrès du PO de Romilly (1895), adopte à l'unanimité une motion qui considère la politique coloniale comme « *une des pires formes de l'exploitation capitaliste ; elle tend exclusivement à élargir le champ des profits de la classe possédante, en privant de ressources, en vidant de son sang le prolétariat producteur*», explique que les expéditions coloniales « *entreprises sous prétexte de civilisation et d'honneur national aboutissent à la corruption et à la destruction des populations primitives et déchainent sur la nation colonisatrice elle-même toute espèce de fléaux.* »

Par contre, les courants réformistes comme la Fédération des travailleurs socialistes de France dirigée par l'ancien bakouniniste Paul Brousse justifient le colonialisme.

Nous sommes de ceux qui pensent que la colonisation, garantissant aux populations indigènes de sérieuses conditions d'existence, de développement intellectuel et moral, et bénéficiant d'autre part, au peuple travailleur de la métropole, donnerait une impulsion puissante au progrès de la vraie civilisation, à la diffusion internationale des idées de travail et de justice. (cité par Mahmoud Faroua, *La Gauche en France et la colonisation de la Tunisie,* L'Harmattan, 2013, p. 159)

Jean Jaurès s'y associe.

L'Empire nous a fait perdre 2 provinces, la République nous a donné 2 colonies (*Avenir du Tarn,* 27 octobre 1885)

Hélas, dès le début du 20e siècle, le POF (issu du PO) et le PSR (issu du CRC) évoluent vers le réformisme et le patriotisme. Sous la pression de l'Internationale ouvrière, tous les courants socialistes fusionnent en un Parti socialiste-SFIO (1905). Celui-ci reste aussi ambigu que son chef Jaurès. Il ne se réclame pas du marxisme et il ne récuse pas le colonialisme.

Si la plupart des socialistes sont opposés aux « aventures coloniales », c'est-à-dire à l'acquisition de colonies nouvelles, il n'en est pas un pour demander sérieusement l'abandon des vieilles colonies. Un tel abandon nuirait certainement à la métropole et il ne profiterait pas aux indigènes, qui, incapables de défendre leur indépendance, tomberaient sous une autre domination, probablement plus dure. En outre, si notre doctrine nous oblige à respecter le droit des indigènes, elle nous commande aussi la mise en valeur de toutes les formes naturelles du globe... La politique socialiste, tenant compte à la fois des principes et des réalités serait une politique de tutelle ; elle verra dans les indigènes des mineurs et elle s'efforcera de les préserver des maux que tend à entraîner pour eux l'introduction nécessaire et légitime de l'économie civilisée dans leur domaine ; en même temps elle les initiera patiemment et modestement à la civilisation du côté où elle leur est accessible. (*Revue socialiste,* mars 1912)

La Première Guerre mondiale et la chair à canon indigène

Longtemps contenus, les antagonismes entre puissances impérialistes conduisent à la Première guerre mondiale à l'été 1914. Le 2 août, balayant toutes les résolutions antérieures, Vaillant déclare : « *en présence de l'agression, les socialistes accompliront tous*

leur devoir pour la patrie ». Le 4 août, les députés SFIO votent les crédits de guerre, et le 26 août, Guesde prend place dans le gouvernement d'union sacrée. La CGT fondée par les anarchistes rejoint, elle aussi, l'Union sacrée.

Dès lors, il n'est plus question pour les sociaux-patriotes de s'opposer au colonialisme de leur bourgeoisie. Les colonies ne doivent pas tomber aux mains de l'ennemi.

Sans vergogne, la 3e République et ses ministres « socialistes » embrigadent 172 000 jeunes algériens dans l'armée et en déportent 100 000 autres en France pour remplacer la main d'œuvre partie au front. La boucherie impérialiste fera 25 711 tués, 72 035 blessés dans les régiments indigènes.

Au sortir de la guerre, les « élites » d'Afrique du nord, représentées par le Mouvement des jeunes algériens, qui avaient cru aux 14 points du président américain Wilson concernant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sont déçues. Loin d'accorder l'indépendance aux pays colonisés, les impérialismes vainqueurs se partagent les colonies allemandes.

Le code de l'indigénat, qui avait été suspendu par l'Assemblée nationale, en juillet 1914, est reconduit en août 1920, par la chambre « bleu horizon » élue en novembre 1919, sonnant le glas des espoirs du courant de l'assimilation dans cet « impôt du sang » pour obtenir des droits politiques en échange.

Par contre, le premier pas de la révolution socialiste en Russie engendre de grands espoirs dans la classe ouvrière du monde entier, notamment dans le prolétariat immigré au sein des métropoles.

Brochure du GB, 2 euros port payé

L'internationale communiste contre le colonialisme

Grâce au regroupement des internationalistes en 1915 (la Gauche de Zimmerwald animée par Lénine, Zinoviev et Radek) et au pouvoir des soviets issu de la Révolution d'octobre 1917, une nouvelle internationale ouvrière naît en 1919 [voir *Cahier Bolchevik* n° 22]. La 3e Internationale rompt fermement avec le colonialisme.

> *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les Partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations, doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la 3e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de « ses » impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* (2e Congrès de l'IC, *Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste,* juillet 1920)

> *L'Internationale communiste et les partis qui y adhèrent doivent... chercher à développer le sentiment d'appartenance à une classe dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches en vue de cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement d'une république soviétique.* (2e Congrès de l'IC, *Thèses sur les questions nationales et coloniales,* 1920)

Certes, le Parti socialiste qui (à l'exception d'une minorité qui conserve le nom de PS-SFIO) adhère à l'IC lors du Congrès de Tours en 1920 n'en a pas pour autant fini avec son passé réformiste et social-impérialiste. Ainsi, au Congrès de Marseille (1921), il adopte la résolution suivante :

> *Une autre difficulté réside dans l'inaptitude à peu près générale des indigènes à s'émanciper eux-mêmes. Ils n'ont pas de pensée révolutionnaire ; dans beaucoup de colonies, ils sont habitués à la servitude et ne conçoivent pas encore la possibilité de s'en délivrer.* (*Bulletin communiste,* 14 février 1922)

La section du parti communiste de Sidi-Bel-Abbés va encore plus loin le 22 avril 1921.:

> *Considérant que les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale indispensable aux individus pour former un État autonome, capable d'atteindre la perfection...*

Le Parti communiste SFIC est rappelé à l'ordre par l'IC :

> *La section de Sidi-Bel-Abbès ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies parce que s'ils commettent cette bêtise de se libérer de la domination bourgeoise française, ils retourneront à la féodalité, et les communistes français d'Algérie ne peuvent pas tolérer qu'à la suite d'une émeute révolutionnaire, les pauvres indigènes se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité ! Quant à nous, nous ne pouvons tolérer deux heures, ni deux minutes, des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves.* (Léon Trotsky, *Rapport au 4e congrès,* 1 décembre 1922).

PS-SFIO et PC-SFIC face à la Guerre du Rif

La section française de la 3e Internationale va, pour une brève période, appliquer effectivement une politique internationaliste. Au sein de l'émigration, parmi les ouvriers restés, après la guerre, dans les usines et

les mines du Nord, de la Lorraine, de la région parisienne, de Lyon et de Marseille, le Parti communiste recrute les premiers militants maghrébins (essentiellement algériens). Le 7 décembre 1924, se tient, à l'initiative du PC, le Premier Congrès des travailleurs nord-africains. 150 travailleurs des usines de la région parisienne y adoptent un *Programme de revendications politiques et économiques* qui, pour la première fois, se prononce *« pour l'indépendance des colonies »*.

En 1924, le gouvernement du Bloc national de Poincaré (FR, AD, AL...) décide de soutenir l'Espagne dans sa lutte contre les Kabyles du Rif. Mais alors qu'il est battu au cours de cette même année par le Cartel des gauches (PR, PS-SFIO...), la politique coloniale française ne change pas. Le PS-SFIO se prononce pour la *« paix pour le Rif »* tout en participant au gouvernement qui envoie les maréchaux Lyautey et Pétain conduire la guerre contre Abd-El-Krim au Maroc.

Seul le PC-SFIC mène une lutte contre le colonialisme français. Il soutient le mouvement qui s'est créé en Algérie autour de l'émir Khaled et gagne ainsi de l'influence parmi les travailleurs algériens en France. Il incite à *« la fraternisation entre les soldats français et l'armée du Rif »* et se prononce pour *« l'évacuation complète du Maroc par la France »*. Le Parti communiste organise des grèves de dockers, fait de la propagande antimilitariste dans la jeunesse, organise des manifestations dans toute la France contre la guerre.

Pourtant, l'accent est déjà mis plus sur la « paix pour le Rif » que sur le droit à l'indépendance des colonies. En 1925, l'Opposition de gauche a été défaite en URSS et la bureaucratie qui a pris le contrôle de l'État ouvrier proclame le « socialisme dans un seul pays ». À sa tête, Staline, Zinoviev et Boukharine cherchent à passer des alliances avec les bourgeoisies nationales. L'IC abandonne la révolution prolétarienne mondiale pour constituer des« blocs nationaux-révolutionnaires » dans les pays dominés, comme le Guomindang en Chine [voir *Cahier bolchevik* n° 8]. En France, le PC présente l'émir Khaled, un représentant de la bourgeoisie algérienne, comme un héros au même titre qu'Abd-El-Krim.

La création de l'Étoile nord-africaine par l'Internationale communiste

Début 1926, après la campagne contre la guerre du Rif, le comité directeur du PC fonde une organisation de travailleurs maghrébins : l'Étoile nord-africaine. Son influence s'exerce avant tout sur les ouvriers algériens dans la mouvance du PC. À sa fondation, elle est laïque et réclame *« le droit à l'électorat et à l'éligibilité à toutes les assemblées, y compris le Parlement, au même titre que les autres citoyens français »*. La première assemblée générale désigne le Comité central. Messali est nommé secrétaire général, Ali Abdelkader président et l'émir Khaled président d'honneur.

> *L'Étoile nord-africaine émane à la fois de l'Union intercoloniale qui rassemble à Paris les coloniaux sympathisants communistes ou communistes et de cet autre milieu qui ne s'en distingue pas entièrement, qui est celui du groupement des immigrés coloniaux dans la CGTU... À sa naissance, l'ENA se trouve en concordance, bien plus qu'avec le Parti communiste, avec le noyau anticolonialiste et avec l'Internationale communiste...* (René Galissot, « Le socialisme dans le domaine arabe », *Histoire générale du socialisme*, PUF, 1977, t. 3, p. 576)

L'Étoile nord-africaine est un possible embryon d'un parti ouvrier révolutionnaire du Maghreb. Mais la bureaucratisation de l'URSS, la stalinisation de l'IC et la régression sociale-patriote du PC vont rejeter l'ENA vers le nationalisme et le cléricalisme. Son dirigeant Messali Hadj, faute de choisir la classe ouvrière mondiale et d'adopter le marxisme défendu par l'Opposition de gauche de l'IC, sera l'artisan cette évolution.

En 1927, Chadly Khairallah, un bourgeois tunisien, est nommé président de l'ENA. L'IC convoque un « Congrès anti-impérialiste », qui se tient à Bruxelles le 12 février 1927 auquel participe, entre autres, le Guomindang de Chiang. À cette occasion, Messali revendique l'indépendance de l'Algérie, réclame le retrait total des troupes d'occupation, une assemblée constituante élue au suffrage universel et l'instruction gratuite obligatoire à tous les degrés en langue arabe. Mais il s'adresse déjà à *« tous les Algériens »*, fait référence à la religion et proclame son respect de la propriété privée.

Au printemps 1927, le Guomindang écrase la révolution chinoise. En 1928, affolé par les risques de restauration capitaliste en URSS, Staline rompt avec Boukharine et décide une collectivisation féroce des campagnes. L'IC abandonne brutalement le « front uni anti-impérialiste » au profit de la ligne « classe contre classe » et dénonce les organisations « nationales révolutionnaires ». C'est la « troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste ». L'IC demande au PC de veiller *« à ce que l'Étoile nord-africaine ne se développe pas sous la forme d'un parti »*. Par conséquent, en 1928, le PC suspend son aide matérielle à l'Étoile nord africaine. En Algérie même, le PC-SFIC stalinisé est encore plus incapable d'œuvrer à l'émergence d'un parti ouvrier révolutionnaire qui rassemble travailleurs arabes, berbères, juifs et européens.

La transformation de l'ENA en organisation nationaliste et cléricale

La répression impitoyable, qu'aucun changement de gouvernement ni même de République n'interrompt durablement, empêche l'intégration des organisations nationalistes des colonies au capitalisme français et à l'État bourgeois qui le protège.

L'Étoile nord-africaine se construit d'abord en France, à partir d'une base d'immigrés, petits commerçants et surtout salariés laissés sans perspective propre à cause de l'abandon par l'IC de son programme internationaliste initial. Messali utilise les méthodes

d'organisation autoritaires copiées de l'IC dirigée par Zinoviev puis Staline pour empêcher que la base ouvrière contrôle l'organisation. Les ouvriers venus d'Algérie sont séparés de leurs camarades français et immigrés des autres pays, mis au service d'un appareil petit-bourgeois qui a vocation à devenir la classe dominante d'un État algérien capitaliste indépendant.

L'Étoile nord-africaine élit Messali président en 1933. Le congrès adopte un programme qui avance, à juste titre, des mots d'ordre démocratiques : amnistie, abolition du code de l'indigénat, libertés de presse, de réunion, de grève, droit de voyager, égalité juridique, Assemblée algérienne élue au suffrage universel (une revendication qui est scandaleusement rejetée par le PS-SFIO et abandonnée par le PC-SFIC). Cependant, il ne détermine pas les forces sociales capables de réaliser un programme démocratique conséquent. Il n'est à aucun moment question des classes sociales, ni en France, ni en Algérie. Le congrès interdit l'appartenance au PC.

En matière de propriété, le programme de l'ENA se borne à réclamer la remise au futur État algérien des banques, des mines, des infrastructures et la restitution des terres confisquées aux paysans. Explicitement, il respecte non seulement la petite, mais *« la moyenne propriété »* foncière.

Pour assurer la réussite de ce projet bourgeois et de cette manipulation de la base majoritairement ouvrière, le chef de l'ENA recourt aux idéologies qui assurent la cohérence des sociétés précapitalistes (la religion) et capitalistes (le nationalisme).

> *Pour se libérer du joug, les musulmans doivent s'organiser. L'Étoile nord-africaine est là pour les guider et les conduire à la victoire.* (Messali, 23 décembre 1933, cité par Benjamin Stora, *Messali Hadj*, Le Sycomore, 1982, p. 109)

Or, toutes les religions défendent le patriarcat et la propriété privée.

Contre l'indépendance de la classe ouvrière, contre l'internationale ouvrière, contre le marxisme, Messali décide que l'obscurantisme sera inculqué aux membres de l'ENA (Stora, p. 110). Le vocabulaire religieux imprègne tous ses discours (p. 111).

À partir de 1935, l'identité visuelle de l'ENA (qui préfigure la drapeau algérien actuel) recourt aux couleurs et aux symboles de l'islam, écartant les chrétiens, les athées et les israélites, nombreux à se révolter contre le colonialisme.

L'implantation de l'ENA en Algérie à partir de 1936 lui procurera une base sociale de commerçants, de propriétaires fonciers, de fonctionnaires subalternes et de prêtres musulmans qui conforteront l'orientation nationaliste bourgeoise tracée par Messali. Dès lors, leurs fils fourniront l'encadrement qui soumettra la base paysanne (en Algérie) et ouvrière (en France) au projet capitaliste de la petite-bourgeoisie urbaine.

En 1935, Staline subordonne le prolétariat à la bourgeoisie

De nombreux travailleurs immigrés et l'Étoile nord-africaine participent à la manifestation organisée contre l'attaque de l'Assemblée nationale menée par les ligues fascistes en février 1934 [voir *Révolution socialiste* n° 19, *Cahier bolchevik* n° 13]. Le gouvernement d'Union nationale de Doumergue interdit l'ENA et fait condamner Messali à un an de prison ferme.

Après la victoire de Hitler à laquelle il a tant contribué par l'orientation du « social-fascisme » et face la menace que le militarisme allemand représente désormais pour l'URSS, Staline décide un tournant de la diplomatie de l'URSS. Ainsi, un pacte franco soviétique est signé en 1935 à Paris.

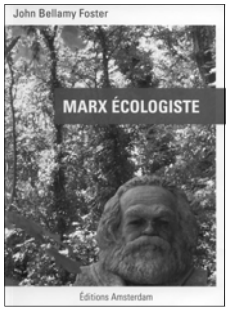
> *MM. Staline, Molotov, Litvinov et M. Pierre Laval ont été pleinement d'accord pour reconnaître, dans l'état actuel de la situation internationale, les obligations qui s'imposent aux Etats sincèrement attachés à la sauvegarde de la paix et qui ont clairement manifesté cette volonté de paix par leur participation à toute recherche de garanties mutuelles. Le devoir tout d'abord leur incombe dans l'intérêt même du maintien de la paix de ne laisser affaiblir en rien les moyens de leur défense nationale. À cet égard, M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité.* (*Communiqué*, 8 mai 1935)

L'Internationale communiste va, comme l'IS, pratiquer l'alliance avec la bourgeoisie « nationale » ou « démocratique ». Le PCF modifie sa position vis-à-vis de la « défense nationale », mais aussi à propos des colonies. Au prétexte qu'elles pourraient tomber aux mains d'Hitler et de Mussolini, le PCF s'oppose à l'indépendance.

Pourtant, le fait que l'Allemagne du Kaiser encourageât l'insurrection irlandaise contre la Grande-Bretagne en 1916 n'avait pourtant pas empêché les internationalistes de soutenir le droit à l'indépendance de l'Irlande [voir *Révolution socialiste* n° 23].

> *Le fait que la lutte contre une puissance impérialiste pour la liberté nationale peut, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande » puissance dans ses propres buts également impérialistes, ne peut pas plus obliger la social-démocratie à renoncer au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, que les nombreux exemples d'utilisation par la bourgeoisie des mots d'ordre républicains dans un but de duperie politique et de pillage financier, par exemple dans les pays latins, ne peuvent obliger les sociaux-démocrates à renier leur républicanisme.* (Vladimir Lénine, « Sur la révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », 1916, *OEuvres* t. 22, p. 161)

Note de lecture
John Bellamy Foster, *Marx écologiste*



Les éditions Amsterdam viennent de publier une traduction de *The Ecological Revolution* (un recueil d'articles édité par MRP en 2009) sous le titre contestable et racoleur *Marx écologiste* (traduction par Aurélien Blanchard, Joséphine Gross, Charlotte Nordmann, 2011, Paris, 12 euros). Reste à traduire l'ouvrage antérieur de John Foster, *Marx's Ecology* (MRP, 2000).

Le marxisme ne s'est aucunement désintéressé de la nature malgré ce que prétend nombre de ses adversaires, sans se donner la peine de l'étudier. À l'heure où la survie du mode de production capitaliste menace de plus en plus l'environnement de l'espèce humaine, la parution de *Marx écologiste* est bienvenue, malgré la distorsion du titre.

Foster relève trois axes : le métabolisme entre l'homme et la nature, la soutenabilité de la croissance économique, la coévolution humaine et naturelle.

La rupture du métabolisme social entre l'homme et la terre

Le premier ouvrage de Friedrich Engels (*La Situation de la classe ouvrière en Angleterre*, 1844), écrit à 25 ans, se préoccupe déjà de la détérioration de l'environnement des travailleurs.

La théorie de Marx considère que l'être humain fait partie de la nature, en provient et, par son travail, la transforme comme il change lui-même dans son rapport avec elle.

> *Le travail est de prime abord un procès qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces naturelles dont son corps est doué, ses bras et ses jambes, tête et mains, il les met en mouvement, afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent.... Le procès de travail... est la condition générale des échanges matériels entre l'homme et la nature.* (Karl Marx, *Le Capital*, I, 1867, Progrès, 1982, p. 179, p. 184)

Tout en militant activement dans la 1e Internationale (AIT), Marx et Engels s'informent de toutes les découvertes scientifiques de leur époque. Par exemple, ils s'approprient les découvertes de Darwin sur l'évolution qui confirment leur analyse de l'être humain défini comme un animal fabricant d'outils et ayant évolué dans, contre et avec la nature pour survivre.

Forster rappelle que Marx est un des premiers à dévoiler les effets du mode de production capitaliste tant sur la terre que la population humaine.

> *La grande propriété foncière réduit la population agricole à un minimum, à un chiffre qui baisse constamment en face d'une population industrielle, concentrée dans les grandes villes, et qui s'accroit sans cesse ; elle crée ainsi des conditions qui provoquent un hiatus irrémédiable dans l'équilibre complexe du métabolisme social composé par les lois naturelles de la vie ; il s'ensuit un gaspillage des forces du sol, gaspillage que le commerce transfère bien au-delà des frontières du pays considéré... La grande industrie et la grande agriculture exploitée industriellement agissent dans le même sens. Si, à l'origine, elles se distinguent parce que la première ravage et ruine davantage la force de travail, donc la force naturelle de l'homme, l'autre plus directement la force naturelle de la terre, elles finissent, en se développant, par se donner la main : le système industriel à la campagne finissant aussi par débiliter les ouvriers et l'industrie et le commerce de leur côté, fournissant à l'agriculture les moyens d'exploiter la terre.* (Karl Marx, *Le Capital*, III, 1867, Progrès, 1986, p. 848)

Concernant les « limites » à l'exploitation de la terre, Marx et Engels apprécient les travaux de l'agronome et chimiste allemand Justus von Liebig. En 1862, Liebig montre que l'agriculture intensive, sans le retour d'éléments chimiques comme le phosphate, le potassium ou l'azote, conduit à l'appauvrissement du sol. En effet, les déchets naturels des humains qui contiennent ces éléments chimiques ne reviennent pas aux terres cultivées. Ils empuantissent les grandes villes et les rendent insalubres, en particulier les quartiers pauvres. Le métabolisme entre l'homme et la nature est rompu par la création des mégapoles.

> *Dans le cadre de leur analyse de la rupture métabolique, Marx et Engels ne s'en sont pas tenus au cycle des nutriments de la terre, ou aux relations entre villes et campagnes. À divers moments de leur travail, ils ont évoqué des problèmes comme ceux de la déforestation, de la désertification, du changement climatique, de la disparition des cerfs des forêts, de la marchandisation des espèces, de la pollution, des déchets industriels, du relâchement de substances toxiques du recyclage, de l'épuisement des mines de charbon, des maladies, de la surpopulation et de l'évolution (ou de la coévolution) des espèces.* (*Marx écologiste*, p. 16)

La bourgeoisie pille la nature et exploite le prolétariat sans se soucier un seul instant des conséquences que la recherche du profit peut avoir sur l'humanité et la planète.

> *La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur.* (Karl Marx, *Le Capital,* I, 1867, Progrès, 1982, p. 479)

Ce phénomène se poursuit, entraînant, entre autres, le réchauffement climatique mondial et la multiplication des catastrophes climatiques (États-Unis en 2005, Haïti en 2009, Japon en 2011...).

Pour le mode de production socialiste-communiste

Marx et Engels comprennent que seule une révolution, menée par les travailleurs salariés, expropriant la classe capitaliste et ouvrant la voie de l'organisation consciente de l'économie par les producteurs associés peut apporter remède à ces fléaux.

> *La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés.* (Karl Marx, *Le Capital,* I, 1867, Progrès, 1982, p. 730)

Marx et Engels n'envisagent aucun retour en arrière, ni l'abandon de la science, de la technique ou de l'industrie, mais *« la suppression du caractère capitaliste de l'industrie moderne »* (Engels).

En effet, la productivité est décisive. Si elle permet d'assurer les besoins sociaux tout en réduisant le temps de travail, c'est *« le règne de la liberté »* qui peut débuter.

> *La richesse véritable de la société et la possibilité d'un élargissement ininterrompu de son procès de reproduction ne dépendent donc pas de la durée du surtravail, mais de sa productivité et des conditions plus ou moins perfectionnées dans lesquelles il s'accomplit. En fait, le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur.* (Karl Marx, *Le Capital,* III, 1864-1875, Progrès, 1986, p. 855)

Dans le SPD d'avant la première guerre mondiale, Karl Kautsky étudie l'usage intensif des pesticides (*La Question agraire*, 1899).

Quand la révolution prolétarienne triomphe en 1917 en Russie, le pays est le plus arriéré d'Europe et l'agriculture prédomine. À la tête de l'insurrection et du pouvoir des soviets, le Parti bolchevik tente d'étendre la révolution socialiste et de gérer la transition dans un pays arriéré et dévasté par la guerre impérialiste, les interventions étrangères et la guerre civile. Ses responsables procèdent en disciples sérieux de Marx.

> *En Union soviétique, Lénine défendait des principes écologiques en même temps qu'une démarche de conservation, manifestant une conscience du problème de l'appauvrissement des sols et de la rupture du cycle des nutriments des sols dans le cadre de l'agriculture capitaliste – le problème même qu'avaient formulé Liebig et Marx. Dans les années 1920, c'est en Union soviétique que la science écologique était la plus élaborée. Vernadsky avait introduit le concept de biosphère au sein d'un cadre d'analyse dialectique encore pertinent aujourd'hui. Vavilov utilisa la méthode historico-matérialiste pour établir un relevé cartographique des centres où l'agriculture était née et des « centres d'origine de la biodiversité » à travers le monde.* (*Marx écologiste,* p. 24)

Le botaniste et généticien Vavilov est condamné à la prison à vie en 1942, pour avoir tenu tête à Staline et défendu la science contre le charlatan Lyssenko.

La bureaucratie qui usurpe le pouvoir des ouvriers n'a que faire de l'environnement, ni de la liberté de recherche. Les plans dressés d'en haut par la caste privilégiée et imposés aux producteurs conduisent à des catastrophes écologiques.

L'obscurantisme professé au nom du « marxisme » repousse les scientifiques, en URSS, en Chine et dans le monde entier.

Pour finir, la bureaucratie rétablit en Russie et en Chine le mode de production capitaliste qui déchaîne la pollution.

La variante écolo du réformisme, « l'écosocialisme »

« L'écosocialisme » prétend corriger le marxisme - identifié au stalinisme- à l'aide de l'écologisme politique, un courant d'essence réactionnaire qui récuse le progrès technique et scientifique et dont les partis politiques participent aux gouvernements bourgeois. 150 ans après Marx, la plus grande partie de l'humanité souffre de l'insuffisance des forces productives, que le mode de production capitaliste entrave et détruit par l'anarchie de la production, les crises économiques et les guerres.

Quand la révolution éclatera, l'écologisme politique s'évanouira. Si la révolution prolétarienne est victorieuse, alors les problèmes de l'environnement pourront être résolus.

Un des maîtres des « verts-rouges », l'économiste américain James O'Connor fait de Marx un borgne qui n'a pu ou n'a pas su voir la *« seconde contradiction »* du capitalisme (*Natural Causes: Essays in Ecological Marxism,* 1997). Celle-ci serait la *« rareté écologique »* qui produit des crises de sous-production par la réduction des ressources disponibles. La *« seconde contradiction »* nécessiterait d'abord de sauver la Terre pour le bien de l'ensemble de l'humanité avant de passer à la *« première contradiction »* entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production.

Comme le remarque Foster, rien ne prouve que ce soit la *« rareté écologique »* qui produise la crise économique. Le réchauffement climatique, la disparition d'espèces, la diminution des grandes forêts, la pollution par le plastique des océans, la raréfaction

des poissons sauvages... n'ont pas été les déclencheurs des crises de 1929, 1973, de 2008...

> *Il n'y a pas d'équivalent écologique au cycle des affaires... Comme Marx l'avait signalé en son temps, si au final l'épuisement des mines de charbon peut aboutir à une augmentation du prix du charbon, d'ici là, la production est souvent dopée par la baisse des coûts de l'énergie. Durant la période 2007-2009, les prix du pétrole brut grimpèrent de façon spectaculaire du fait de la crainte d'une pénurie, mais ils chutèrent ensuite rapidement suite au déclin économique. Le pic pétrolier est certes désormais une préoccupation réelle, mais à aucun moment les prix mondiaux du pétrole n'ont reflété les coûts écologiques à long terme liés notamment à l'épuisement du pétrole et aux émissions de CO2.* (*Marx écologiste*, p. 98)

Foster se préoccupe surtout de l'aspect universitaire et américain de l'écosocialisme. Mais cette tendance, reflet de l'influence de l'écologisme politique sur les opportunistes du mouvement ouvrier, est internationale.

Joel Kovel, dirigeant du Green Party (Parti vert) des États-Unis, et Michael Löwy, de feue la LCR de France, ont cosigné en 2001 un *Manifeste écosocialiste*. Le dirigeant de la QI pabliste et le fondateur du NPA prétend que Marx n'a pas vu les *« limites naturelles au développement des forces productives »* (Michael Löwy, *Ecosocialisme*, Mille et une nuits, 2011, p. 86). Le socialisme ne serait pas une nécessité objective, réalisable par une classe sociale déterminée, mais un choix moral de tout individu : *« l'utopie socialiste et écologique n'est pas le résultat mécanique des contradictions du capitalisme » (Ecosocialisme*, p. 74).

Pour Löwy, les *« forces potentiellement productives sont effectivement des forces destructrices »* (p. 38). C'est donc la technologie qui est le problème et non les rapports capitalistes de production. Donc, *« en débarrassant le marxisme de ses scories productivistes »*, la *« subversion de l'appareil de production »* suffira à le résoudre.

Le parti stalinien néerlandais (CPN, Parti communiste des Pays-Bas) s'est reconverti en un parti écologiste nommé GroenLinks (Gauche verte). Le Parti de gauche français issu de la fraction la plus étatiste et la plus nationaliste du PS, donne volontiers dans l'écologisme : s'il brandit volontiers le drapeau tricolore avec son allié le PCF, son logo est rouge et vert. La section française de la QI pabliste a lancé en 2009 le NPA qui se réclame tout autant de l'écologisme et de l'anarchisme que du marxisme [voir *Révolution Socialiste* n° 30]. Le PCF, le PdG et le NPA ont soutenu lors des dernières élections grecques Syriza, une coalition écosocialiste lancée en 2004 par une des fractions de l'ancien parti stalinien (Synaspismos). L'ancienne section australienne de la QI pabliste (DSP) publiait *Green Left Weekly* (*L'Hebdo de la gauche verte*) ; il vient de se dissoudre dans la Socialist Alliance dont le logo est vert et rouge. La section danoise de la QI pabliste (SAP) a rejoint la coalition écosocialiste (Enhedslisten). La section britannique de la QI pabliste (SR, Résistance socialiste) se réclame de l'écosocialisme ; ses visuels sont rouges et verts...

Notre drapeau est rouge

Depuis la fin du 19e siècle, les révisions du marxisme n'ont pas manqué. La révision verte est une confusion supplémentaire dans un monde déjà rempli de confusion, mais elle ne passera pas mieux l'épreuve du temps que les précédentes. L'avenir est au marxisme, comme guide de l'action révolutionnaire du prolétariat mondial, dont dépend l'avenir de la société humaine.

> *Pour libérer la technique de la cabale des intérêts privés et mettre le gouvernement au service de la société, il faut «* exproprier les expropriateurs *». Seule une classe puissante, intéressée à sa propre libération et opposée aux expropriateurs capitalistes, est capable d'accomplir cette tâche. Ce n'est qu'alliée à un gouvernement prolétarien qu'une équipe de techniciens qualifiés peut construire une économie réellement scientifique et réellement rationnelle, c'est-à-dire socialiste.* (Léon Trotsky, « Le marxisme et notre époque », 26 février 1939, *OEuvres*, ILT, t. 20, p. 176)

Abonnement à Révolution socialiste

10 euros pour 5 numéros en France / 15 euros en Europe, en Guadeloupe, en Martinique / 20 euros ailleurs
par timbres ou par chèque à l'ordre de Re-So

Découper ou copier, remplir et envoyer à :
Re-So / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

☐ Mme ☐ Mr NOM ..... Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Localité..... Pays.....

Adresse électronique .....@.....

À bas le plan Hollande-Gallois !
Non à tout « pacte social » sur le dos des travailleurs !

La crise mondiale du capitalisme se poursuit, avec d'un côté la baisse des taux de profit et de l'autre les licenciements. Dans l'Union européenne en particulier, les prévisions de croissance ne cessent de se réduire (+0,4 % de PIB en 2013 selon la Commission européenne) et le chômage d'augmenter (11,8 % de la population active en 2013, suivant les mêmes prévisions).

Chaque bourgeoisie essaie de persuader les travailleurs du pays que l'économie doit rester dans ses mains, que l'ennemi est à l'étranger et que les exploités doivent faire des sacrifices supplémentaires pour assurer la « compétitivité » de « leur » capitalisme contre les autres. Mais, comme les autres en font autant, la concurrence s'intensifie. Aucune politique économique nationale ne permettra de sortir de la crise, au contraire, elles la renforcent toutes !

Le gouvernement Hollande-Ayrault cède, depuis le début, au chantage des capitalistes français. D'où son acceptation des plans de licenciements des groupes capitalistes de l'industrie, du commerce, de la finance et aussi ses attaques contre les travailleurs immigrés et spécialement les Roms qui servent de boucs émissaires.

Il vient de reprendre l'essentiel du rapport Gallois, remplaçant simplement pour les entreprises les 20 milliards d'allègements de cotisations sociales patronales par 20 milliards de crédits d'impôts, financés par l'augmentation de la TVA pour environ 10 milliards et par de nouvelles coupes budgétaires de 10 milliards (probablement dans les services publics). *« Nous avons été entendus »* déclare la présidente du Medef, Laurence Parisot.

Pour Louis Gallois, il faut construire un *« pacte social »* à partir des trois négociations en cours sur le financement de la protection sociale, l'entrée des représentants des salariés dans les conseils d'administration et la *« sécurisation des parcours professionnels »* (ce qui veut dire en termes hypocrites l'acceptation de périodes de chômage dans la vie de toute travailleuse, de tout travailleur).

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Valls veut associer les organisations syndicales à sa politique capitaliste et à un prétendu *« pacte pour la compétitivité »* pour désarmer et désorienter les travailleurs en les privant de leur organisation de défense collective. « *Il s'agit de trouver une sorte de consensus national pour faire en sorte que l'acte de produire soit encouragé dans notre pays et que l'industrie survive au lieu de s'affaisser* », déclare Arnaud Montebourg.

Loin de rejeter ce piège et de défendre fermement les intérêts des salariés, les directions syndicales admettent qu'il y a un intérêt national à défendre avec les patrons, qu'il y a un problème de compétitivité du pays et elles se sont empressées de participer au *« dialogue social »* pour mettre en place le *« pacte social » :* la *« conférence sociale »* du 9 juillet pour la flexibilité du *« marché du travail »* et les pactes *« compétitivité-emploi »*, le *« conseil d'orientation des retraites »*, la *« refondation de l'école »*, le *« pacte de confiance à l'hôpital »*, la *« négociation »* du plan de licenciements de PSA à partir du 15 novembre...

Contre la collaboration entre les classes, contre la soumission à la bourgeoisie sous couvert d'intérêt national, il faut que les exploités mènent une lutte déterminée pour leurs intérêts et ceux de tous les travailleurs et futurs travailleurs. Pour cela, il faut que leur avant-garde se regroupe en un nouveau parti, un parti ouvrier, internationaliste dont le but sera la révolution socialiste, la destruction de l'État bourgeois, le pouvoir des travailleurs.

Non au prétendu pacte social de soumission aux capitalistes ! Rupture par les confédérations CGT, FO, CFDT de la discussion des plans de flexibilité du Medef !

Aucun licenciement !

Expropriation de PSA, d'Arcelor-Mittal, de Sanofi, de Carrefour, d'Alcatel et de tous les groupes capitalistes qui licencient !

Diminution de la durée du travail sans baisse de salaire jusqu'à l'embauche de tous !

Manifestation à l'appel de toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière à l'Assemblée nationale pour empêcher l'adoption des budgets d'austérité de l'État et de la Sécurité sociale !

À bas la 5e République ! Gouvernement des travailleurs, États-Unis socialistes d'Europe !

8 novembre 2012

Comité communiste internationaliste (trotskyste) & Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]